

LEÇONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES DE L' "AUTOMNE FRANÇAIS"

Juan Chingo, 29 décembre 2010

Pendant plus de deux mois la quatrième puissance impérialiste mondiale a été secouée par un large mouvement social qui n'a pas d'antécédent, de par sa profondeur et ses dimensions, depuis 1968 : huit journées d'action au niveau national ; un nombre record de manifestants ; des grèves reconductibles pendant trois semaines dans des secteurs centraux de l'économie (raffineurs, cheminots, dockers, etc.) mais aussi dans les collectivités territoriales ; d'innombrables blocages d'entreprises publiques et privées organisés en commun entre militants et grévistes ; l'irruption explosive des lycéens et d'une petite avant-garde étudiante ; voilà les ingrédients qui ont structuré le mouvement contre la réforme des retraites.

« L'Automne chaud » français a témoigné d'une part de l'expérience accumulée par la classe ouvrière en France depuis 1995, véritable point d'inflexion face à l'offensive néolibérale non seulement au niveau hexagonal mais également mondial, et ce jusqu'à l'explosion de la crise économique. La nouveauté du mouvement de cet automne repose néanmoins sur la combinaison de plusieurs éléments qui sont autant de jalons subjectifs et objectifs hérités des quinze dernières années ainsi que de la forte participation des travailleurs du privé au combat contre la réforme des retraites. L'autre élément central à souligner est le rôle joué par de larges secteurs de la jeunesse, non seulement lycéenne et étudiante mais également par les jeunes travailleurs, exprimant l'entrée en politique d'une nouvelle génération militante et ouvrière et qui représentait certainement le secteur le plus désireux d'en découdre. Enfin, et ce à la différence de 1995 et 2003, une importante minorité de salariés en lutte composée de quelques dizaines de milliers de militants et de travailleurs combattifs et non pas seulement de militants d'extrême gauche ont combattu pour dépasser la stratégie de pression mise en œuvre par les directions syndicales, et ce afin d'avancer dans le sens de la grève générale. Les Interpro enfin ont été l'expression organisée de ce sentiment partagé par une avant-garde large. Les Interpro ont ainsi agi comme moteurs d'extension de la grève à travers l'organisation de « grèves marchantes » afin d'entraîner d'autres boîtes dans la bagarre ou soutenir les grévistes déjà en mouvement. C'est la première fois que des structures de ce type se mettent en place depuis « les années 1968 ». En raison de leur caractère encore trop embryonnaire et de leur développement tardif elles n'ont pas pu incarner une alternative réelle face à l'orientation de la bureaucratie syndicale. Il n'en reste pas moins que les liens qui ont été tissés représentent de précieux points

d'appui pour les prochaines luttes qui ne tarderont pas à se développer.

Tous ces éléments cependant ne sont pas tombés du ciel. Ils sont l'expression du fait que la crise capitaliste mondiale et ses conséquences, de par sa profondeur, sa durée et sa persistance sous diverses formes, provoque (et va provoquer) de nouveaux sauts dans la lutte de classes. Cette tendance à la grève générale s'était déjà manifestée en 2009 avec la grève générale politique en Guadeloupe. Cet événement a eu une grande répercussion en France et son exemple était revendiqué par des dizaines de milliers de militants ouvriers et étudiants au cours des journées de mobilisation à saute-mouton appelées au cours du premier semestre 2009 par ce qui allait devenir par la suite l'Intersyndicale. La disposition à aller jusqu'au bout s'est exprimée de façon catégorique dans les luttes successives avec des méthodes radicalisées de la classe ouvrière industrielle, depuis les séquestrations de patrons pour exiger de partir avec le plus d'indemnités possibles jusqu'à l'exemple le plus avancé, qui s'est soldé par une défaite, de contrôle ouvrier à Philips-Dreux¹.

Du côté de notre ennemi de classe, la bourgeoisie, la réponse des masses signifie que depuis son arrivée au pouvoir en 2007 le sarkozysme n'a jamais été aussi affaibli, et ce alors qu'il existe une crise latente du régime. Pour la première fois depuis 1968 ce n'est pas le Premier Ministre et son gouvernement, les « soupapes de sécurité » de l'Exécutif bicéphale de la Ve République, qui sont visés dans les manifestations ou les assemblées syndicales ou de grévistes, mais la figure du président elle-même. Cet anti-sarkozysme des manifestants n'est pas simplement le reflet de l'hypermédiatisation présidentielle, comme certains peuvent le dire superficiellement. Il s'agit fondamentalement de l'expression de l'affaiblissement objectif des mécanismes politiques et du bipartisme sur lesquels se base le régime de la Ve République. Un affaiblissement qui s'est vu clairement en 2002 et qui a eu des expressions aussi au cours de la seconde présidence de Chirac, avec le « non » au référendum sur le TCE en

[1] Dans un article de juin 2009, faisant le bilan des séquestrations de patrons dans les usines et en repassant l'histoire de la lutte de classes en France, on concluait –face à l'étonnement de l'extrême gauche– que cette méthode radicalisée avait toujours annoncé le début d'une montée ouvrière. Voir également D. Cobet, « La classe ouvrière en France face à la crise capitaliste. Bilan et perspectives de la vague de luttes de 2009-2010 et les tâches des marxistes révolutionnaires », *Stratégie Internationale* n°7, été 2010, p.18-37 www.ft-ci.org/IMG/pdf/Strategie_Internationale_7_-2010.pdf

2005, etc. Cette crise latente a été relancée récemment avec l'affaire Bettencourt, un scandale mettant en lumière les liens étroits entre l'argent et le pouvoir, notamment avec l'UMP, un élément qui a aiguillonné « par en haut » en haut la mobilisation dès la rentrée. Cette situation de crise hégémonique, Sarkozy a essayé de la régler avec un tournant semi-bonapartiste mais s'est affaibli avant les combats de classe fondamentaux comme conséquence de la brutalité de la crise économique. Partant de cette faiblesse la politique de Sarkozy consistant à passer en force avec la réforme des retraites a été une tentative de renouer avec cette option semi-bonapartiste qui a provoqué le processus de lutte de classes le plus important depuis 1968 et le réveil du prolétariat.

En ce sens l'Automne chaud français représente un tournant central par rapport au cycle antérieur de lutte de classes ouvert en 1995. Il préannonce en même temps un cycle de luttes supérieur, plus radicalisé et « classique », c'est-à-dire avec une centralité plus grande de la classe ouvrière et de la jeunesse jouant un rôle essentiel, aussi bien en France qu'en Europe et peut-être dans le monde.

La dépression économique en cours impose à la bourgeoisie comme seule solution l'attaque contre les acquis sociaux qui subsistent de « l'Etat providence » et la dégradation des conditions de vie des masses, y compris des secteurs qui ont bénéficié des miettes de l'offensive néolibérale comme certains secteurs des classes moyennes. En ce sens, les nouvelles luttes ne peuvent pas être vues ni analysées comme la grève générale des travailleurs du public de 1995 quand la bourgeoisie a pu retirer un des volets du plan néolibéral de Juppé. Quelques années seulement après la pénétration du capitalisme dans l'ex URSS, en Chine et dans les autres pays de l'Est européen, la bourgeoisie avait encore du souffle et le néolibéralisme était à son apogée. Les nouvelles luttes actuelles ne peuvent pas non plus être comparées à Mai 68, une montée étudiante qui a déclenché une grève générale politique de masses de plusieurs jours. Celle-ci a pu être déviée par une augmentation des salaires et d'autres acquis seulement parce qu'il restait encore quelque chose à « partager » après les années du boom de l'après-guerre. Par conséquent les luttes actuelles seront plus proches de celles des années 1930 : plus explosives, plus déchirantes entre les classes et à l'intérieur des classes, avec plus de violence et de forts éléments de décomposition sociale à cause de la crise. Elles se heurteront aussi à des gouvernements et à des régimes qui tendront de plus en plus vers le bonapartisme pour liquider les actions ouvrières comme le montre déjà la réponse des différents gouvernements européens aux actions des travailleurs et de la jeunesse.

Dans ce premier combat les travailleurs n'ont pas pu empêcher que l'Assemblée Nationale et le Sénat votent la réforme des retraites promulguée par la suite par Sarkozy. Désormais les travailleurs devront prendre la retraite entre 62 et 67 et non entre 60 et 65 ans comme auparavant. Avec cette réforme Sarkozy prétendait envoyer un signal

aux marchés et aux agences de notation pour que l'on ainsi qu'au patronat pour démontrer que malgré sa faiblesse il ne céderait pas face aux syndicats. Mais, par-delà la fermeté dont a fait montre Sarkozy, le principal facteur de la défaite ont été les directions syndicales réformistes. A aucun moment les deux principaux syndicats, CGT et CFDT, n'ont exigé le retrait de la loi. Ils se sont contentés de demander l'ouverture de négociations. La CGT et la CFDT, avec le reste des organisations qui formaient l'Intersyndicale², ont adopté une stratégie d'épuisement par des journées d'action isolées. Celles-ci ont même été, comme par hasard, de plus en plus espacées au moment de la plus grande radicalisation du mouvement, ce qui a conduit à l'isolement des secteurs en grève. C'est ainsi que les journées d'action ont perdu en force et en massivité. C'est ce dont a témoigné la journée du 6 novembre sans même parler de l'arnaque du 23 novembre quand le mouvement était déjà complètement liquidé une fois la loi promulguée. De cette façon les directions syndicales ont bloqué la tendance à la grève générale et ont permis à Sarkozy, malgré sa faiblesse et la grande impopularité de son gouvernement, de faire passer la loi.

Malgré la défaite, ce qui est important c'est que les travailleurs ont regagné confiance en leurs propres forces. Ils ont connu une première « répétition générale » des luttes futures et ont ressenti leur capacité potentielle à paralyser le pays. Le résultat adverse de ce premier combat ne sera pas suffisant pour mettre un frein au processus profond que cette lutte a révélé. L'entrée décidée dans la lutte de travailleurs de secteurs clés du privé et l'irruption sur le devant de la scène de la jeunesse lycéenne ont fait peur au gouvernement, à la bourgeoisie et même aux directions syndicales bien que celles-ci n'ont pas été dépassées durant le mouvement.

La volonté de la plupart des salariés et des jeunes de ne pas laisser passer la réforme des retraites (la première de toute une série de réformes et attaques qui impliqueraient un saut qualitatif dans la dégradation de leurs conditions de vie) a changé le climat politique et sociale. Une nouvelle génération ouvrière est entrée en scène, faisant ses premiers pas, constatant les limites de la stratégie réformiste des directions syndicales. Bien qu'il y ait certains secteurs frustrés par le résultat de la bataille il y a dans l'ensemble une plus grande politisation des travailleurs, notamment parmi les dizaines de milliers de salariés qui se sont battus pour la continuité de la lutte et pour la grève générale. L'expérience de la lutte et ses acquis importants ne sont peut-être pas encore suffisants pour changer le rapport de forces. Ils ouvrent cependant une nouvelle perspective dans la situation et pour le moral des travailleurs. Tout ceci est à considérer dans le cadre de la nécessité pour la bourgeoisie de mener de nouvelles attaques dans un contexte de crise, ce qui pourrait faire affleurer une nouvelle subjectivité ouvrière qui permette de dépasser un niveau de conscience marqué par les années de résignation et d'impuissance

[2] Solidaires, CFTC, CFE/CGC, UNSA, FSU et FO.

qui ont accompagné l'offensive néolibérale.

C'est dans ce cadre que nous devons analyser l'attitude et le rôle des principales organisations de l'extrême gauche française. Tant le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) que Lutte Ouvrière (LO) sont arrivés à la situation de cet automne fort mal préparés.

Le NPA, « orphelin d'hypothèse stratégique »³ et orienté vers la construction d'un parti anticapitaliste large, sans une claire délimitation de classe et réunissant en son sein des réformistes et des révolutionnaires, absent par conséquent des principaux bastions de la classe ouvrière, s'est certes impliqué dans le mouvement. Son orientation cependant était impuissante pour offrir une alternative à la politique scélérate des directions syndicales. De son côté LO, bien que plus implantée dans la classe ouvrière, a eu une attitude complètement suiviste des directions syndicales, sauf dans de rares cas, notamment chez les cheminots des embryons de comités de grève ont été construits⁴. Cela est une conséquence de sa définition selon laquelle les mobilisations se développent dans un cadre général de recul, une thèse qui est désormais depuis vingt-cinq ans la marque de fabrique de LO, complètement indifférente aux tournants dans la lutte de classes. D'où son opposition déclarée au mot d'ordre de grève générale. Dans la pratique une grande partie des militants de LO ont continué avec leur routine habituelle, effrayés pour certains par l'entrée explosive des lycéens, une expression de l'étroitesse syndicaliste de certains de ses militants et sympathisants chez les enseignants notamment⁵.

Les organisations syndicales dites « combattives » comme Sud-Solidaires n'ont pas été à la hauteur non plus. Dans plusieurs initiatives locales et régionales d'auto-organisation, comme les Interpro, on trouvait des dizaines de ses militants à la tête, mais également plusieurs militants des secteurs les plus combattifs de la CGT. Son rôle dans l'Intersyndicale Nationale au moment le plus aigu de la lutte a été néanmoins servi de couverture sur la gauche de la politique traître de la CGT, ce qui a d'ailleurs ouvert une crise au sein du syndicat combattif.

[3] C'est comme ça que définissaient leur situation les théoriciens de l'ex LCR au moment de fonder le NPA au cours du débat sur le retour de la question politique-stratégique. Un des mérites du mouvement social de cet automne est d'avoir extrait cette discussion du cercle restreint des directions de l'extrême gauche, notamment du NPA, et de certains cercles d'intellectuels, pour la soumettre à l'épreuve concrète de la lutte de classes et de l'expérience de centaines de milliers de militants qui ont participé au mouvement de cet automne. Cela est indispensable pour se préparer pour les luttes futures.

[4] Dans certaines gares parisiennes deux « bureaux d'organisation de la grève » ont été mis en place à l'initiative de l'assemblée des grévistes mais ceux-ci n'ont pas eu une influence conséquente sur le cours du mouvement dans ces gares, sauf un rôle dans l'organisation des actions.

[5] Il ne s'agit pas de réactions de certains de ses militants isolés. On peut mentionner le fait que dans son article de bilan du mouvement paru dans *Lutte de Classes*, aucune mention n'est faite de l'entrée des lycéens dans le mouvement, qui a pourtant représenté un élément central de la lutte de cet automne.

Cet article a pour objectif de discuter avec les meilleurs éléments aussi bien de l'extrême gauche organisée que du syndicalisme combatif et la nouvelle génération ouvrière qui est en train de naître. C'est en effet des conclusions qu'ils tirent de ce grand combat de classe que dépendent le futur et la préparation de la révolution prolétarienne en France. Nous aurons recours au fil du texte à plusieurs citations du révolutionnaire russe Léon Trotsky qui a suivi la politique et la lutte de classes en France au début du XXe siècle, non seulement en tant qu'essayiste et journaliste mais aussi en étroite relation avec nombre de militants politiques et syndicaux. Il a ainsi été au contact de la réalité française tout d'abord en tant qu'exilé politique du tsarisme avant la Première Guerre Mondiale, puis comme représentant de l'Internationale Communiste après la prise du pouvoir et finalement, au cours et après son passage en France dans les années 1930, encore une fois en tant qu'exilé mais cette fois-ci du stalinisme. L'abondance des références à Trotsky est un choix, non seulement parce que les concepts avancés par Trotsky sont pertinents. Nous entendions également rappeler à la direction actuelle du NPA, qui a abandonné toute référence à son passé trotskyste lors de la fondation du parti, mais également à LO, qui répète les consignes du programme de transition dans ses meetings mais qui les oublie sur le terrain de la lutte de classes, que l'actualité de la pensée trotskyste est une condition nécessaire pour former toute une jeune et moins jeune génération de militants révolutionnaires.

INTERPELLATION ET CRITIQUE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Pour l'extrême gauche française l'interpellation et la critique des directions syndicales est le plus grand des tabous. Les trahisons et les capitulations des appareils syndicaux ne se discutent jamais publiquement. Le dernier mouvement n'a pas été une exception. Cela n'étonne pas de la part du Parti de Gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon qui déclarait lors de la manifestation du 28 octobre « en ce moment, il y a trois règles à suivre : suivre les syndicats, suivre les syndicats, suivre les syndicats... », et cela au moment où ceux-ci avaient déjà arrêté d'impulser le mouvement pour mieux le canaliser et essayaient de l'arrêter par tous les moyens⁶. Quoique sans la servilité

[6] Effectivement, la réunion de l'Intersyndicale du 21/10 a été un point d'inflexion. C'est ce jour-là qu'a été décidé d'éloigner le plus possible la date des journées de mobilisation alors que c'était le moment le plus aigu de la lutte. Ni les secteurs à la tête des grèves reconductibles, ni les jeunes victimes de la répression, ni les actions de blocage, ne recevaient le soutien de l'Intersyndicale, ce qui revenait à laisser les actions les plus dures isolées et sans perspectives. Au contraire le communiqué de la réunion se désolidarisait de celles-ci en déclarant nécessaire d'assurer le respect « des biens et des personnes ». De ce point de vue l'Intersyndicale a donné indirectement le feu vert pour que, quelques heures après la réunion, on viole le droit à la grève à travers l'ordre illégal de réquisition des travailleurs et le déblocage violent de la part de la police dans la raffinerie de Grandpuits, l'un des référents de la grève. Postérieurement, la semaine d'après, les directions syndicales ont réussi à imposer le retour au travail dans des secteurs déterminants comme les raffineries de pétrole ou chez les éboueurs, tâche qui néanmoins ne leur a pas été facile. Pour ne donner que

des réformistes, la position du NPA ne se différencie pas dans l'essentiel de son attitude vis-à-vis des directions syndicales⁷. Interrogé par exemple par un journaliste le 23 septembre sur Europe 1 au sujet de la complicité ou non entre les grands syndicats et le pouvoir Exécutif Olivier Besancenot répondait « non, je ne parlerais pas de ça, il y a des divergences entre les organisations syndicales (...) comme entre les organisations politiques. Ceci étant, nous sommes tous d'accord sur une chose : pas touche à la retraite à 60 ans ». C'est-à-dire que le NPA se trouvait dans le même camp que Thibault et Chérèque. Ce positionnement s'est révélé tragique quand les directions syndicales ont tout fait pour enterrer le mouvement après le 21 octobre. Dans le communiqué du NPA du même jour, au lieu de dénoncer la trahison que signifiait le texte de l'Intersyndicale, la direction du parti disait que les « deux nouvelles journées de grève et mobilisation, le jeudi 28 octobre et le samedi 6 novembre (...) offrent de nouvelles perspectives de mobilisation dont il faut profiter », cautionnant ainsi la politique de démobilitation et d'épuisement des directions syndicales.

Cette attitude de l'extrême gauche n'est pas une orientation isolée ayant pour objectif de ne pas démoraliser l'avant-garde, un argument utilisé par la direction du NPA afin de ne pas critiquer les directions syndicales. Voyons ce que dit Lutte Ouvrière dans son bilan du mouvement, une fois celui-ci fini. LO rejette sur les travailleurs la responsabilité de la défaite revendicative. Ce serait la faute aux manifestants si le mouvement n'est pas allé plus loin, comme si les directions syndicales n'avaient fait que suivre les exigences des manifestants. « Il est puéril, souligne LO, [d']accuser l'absence d'appels dans ce sens [à la grève générale] de la part des confédérations syndicales. Celles-ci, en l'occurrence la CGT et la CFDT – car SUD et, dans un autre genre, FO étaient d'autant plus portées à des phrases radicales qu'elles n'avaient ni la force ni l'autorité nécessaires pour faire ce qu'elles prétendaient utile de faire – n'avaient évidemment nulle envie de mener une politique préparant la grève générale. Mais elles n'ont rien freiné non plus car, en l'occurrence, elles n'avaient rien à freiner. Mener le bras de fer avec Sarkozy au moyen de manifestations convenait parfaitement aux directions syndicales. Mais cela convenait également aux travailleurs. C'était là, encore une fois, les limites du

quelques exemples, les travailleurs des terminaux portuaires de Fos-Lavera ont fait 33 jours de grève, ne votant le retour au travail que le 27/10 ; dans la raffinerie de Donges du groupe Total, les bureaucraties ont dû imposer un vote à bulletin secret pour faire arrêter la grève le 28/10, ainsi que dans d'autres raffineries. Les éboueurs de Marseille ont eu la même réaction. Ils ont accepté en traînant des pieds l'ordre de FO d'arrêter la grève. C'est cette politique d'enterrement du mouvement social qui est responsable de la baisse du nombre de manifestants dans les journées du 28/10 et du 6/11 (sans même pas parler des ridicules actions multiformes du 23/11 décidées par l'Intersyndicale dans sa réunion du 8/11). En même temps le nombre de militants et de travailleurs organisés diminuait dans les Interpro, conséquence de la reprise du travail de la dans nombre de secteurs, etc.

[7] Pour être justes disons que la critique des directions syndicales est limitée à son journal, diffusé à très petite échelle, et disparaît purement et simplement dans les tracts distribués massivement. En d'autres termes, c'est parfaitement insuffisant.

mouvement⁸ ».

Au contraire de ce qu'affirme Lutte Ouvrière jamais autant de travailleurs n'étaient aussi convaincus de la nécessité de la grève générale ce qui a empêché que les directions syndicales n'appellent ouvertement à arrêter le mouvement comme cela avait été le cas en 2003. Avec une telle extrême gauche inutile de dire que jamais les trahisons des directions syndicales ne seront exposées devant les masses et l'avant-garde. C'est pourtant là un élément fondamental pour la clarification politique et le regroupement révolutionnaire. Trotsky préconisait une tout autre attitude en 1930, non seulement face à Jouhaux⁹, dirigeant de la CGT et qualifié par Trotsky « d'agent le plus corrompu et servile du capital », mais aussi contre son aile gauche : « La tâche du révolutionnaire honnête, surtout en France où les trahisons, restées sans châtiment sont innombrables, consiste à rappeler aux ouvriers l'expérience du passé, à tremper la jeunesse dans l'intransigeance, à répéter sans se lasser l'histoire de la trahison de la II Internationale et du syndicalisme français, à démasquer le rôle honteux joué non seulement par Jouhaux et Cie mais surtout par les syndicalistes français de « gauche », tels que Merrheim et Dumoulin. Celui qui n'accomplit pas cette tâche élémentaire envers la nouvelle génération se prive pour toujours du droit à la confiance révolutionnaire¹⁰ ».

Le pendant de l'absence de toute critique et dénonciation des directions syndicales est le manque de toute politique d'exigence à l'égard de celles-ci quand elles se trouvent à la tête d'une mobilisation pour mieux la contenir et en prévenir la radicalisation. C'est seulement une politique d'interpellation de la direction des confédérations syndicales au sujet des tâches et des pas à suivre lors d'un mouvement qui peut accélérer l'expérience dans l'action que font les masses, démasquant le rôle conciliateur des directions syndicales et ouvrant réellement le chemin vers une vraie grève générale politique. S'appuyer, comme excuse, sur l'argument selon lequel la grève générale ne se décrète pas ou qu'elle ne se matérialise pas par un simple appel des directions syndicales, ce qui est vrai, n'annule pas la nécessité de cette tactique qui surgit de l'application correcte d'une politique de front unique ouvrier face aux directions syndicales. Comme Trotsky lui-même ne se lassait pas de répéter par rapport aux stalinien qui pendant la troisième période refusaient d'interpeller les réformistes, retournons à l'ABC du marxisme : « Il y a dix ans, l'Internationale communiste expliquait ainsi le fond de la politique de front unique : le Parti communiste montre dans les faits aux masses et à leurs organisations, qu'il est prêt à lutter avec elles même pour les objectifs

[8] Lutte de Classes n° 131, « France - Un bilan du mouvement du 7 septembre », novembre 2010, www.lutte-ouvriere.org/documents/archives/la-revue-lutte-de-classe/serie-actuelle-1993/article/france-un-bilan-du-mouvement-du-7.

[9] JOUHAUX Léon (1870-1954). Dirigeant de la CGT à la tête de laquelle il a été de 1921 jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale. Syndicaliste social-patriote pendant la Première Guerre Mondiale. Il s'est opposé à la Révolution Russe. Pour Trotsky c'était la personnification de la collaboration de classe.

[10] L. TROTSKY, « Monatte a franchi le Rubicon », 05/12/1930.

les plus modestes, à condition qu'ils aillent dans le sens du développement historique du prolétariat ; le Parti communiste dans cette lutte tient compte, à chaque moment, de l'état d'esprit réel de la classe ; il s'adresse non seulement aux masses, mais aussi aux organisations dont la direction est reconnue par les masses ; **devant les masses, il oblige les organisations réformistes à prendre publiquement position sur les tâches réelles de la lutte des classes.** La politique de front unique accélère la prise de conscience révolutionnaire de la classe, en découvrant dans les faits que ce n'est pas la volonté de scission du Parti communiste, mais le sabotage conscient des chefs de la social-démocratie qui sape la lutte commune. Il est évident que ces idées n'ont en rien vieilli [sous-ligné par nous] »¹¹.

Cependant les directions de l'extrême gauche considèrent cette politique superflue, ce qui malheureusement ne contribue pas aucunement à former l'avant-garde. Cela est encore plus grave dans le cas du dernier mouvement, d'une part, parce que les syndicats se sont renforcés en même temps que celui-ci se développait et, d'autre part, parce que parallèlement à l'épuisement des journées d'action¹², une des formes qu'a utilisée la CGT pour canaliser les secteurs les plus radicalisés a été de laisser se tenir les actions les plus dures mais en empêchant que celles-ci puissent offrir une alternative globale à la politique de pression de l'Intersyndicale. Si les secteurs en grève reconductible et les différentes Interpro avaient utilisé toute leur autorité pour interpeller l'Intersyndicale « sur les tâches réelles de la lutte de classes », cela aurait été beaucoup plus difficile pour les bureaucraties de dévier et démobiliser la lutte. La politique et la tactique adoptées par l'extrême gauche n'ont en rien aidé¹³. Certaines Interpro, la plus avancée étant celle du Havre, ont essayé de s'orienter vers la centralisation du mouvement en exigeant une manifestation nationale à Paris tout en exigeant que l'Intersyndicale se transforme, en s'ouvrant aux représentants des assemblées interprofessionnelles¹⁴.

[11] L. TROTSKY, « La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne: Problèmes vitaux du prolétariat allemand », 27/01/1932, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/01/320127f.htm

[12] Le 15/09 l'Assemblée Nationale votait la réforme des retraites, le Sénat faisait de même le 22 octobre et le 10 novembre Sarkozy promulguait la loi. Chaque fois l'Intersyndicale avait appelé à des journées d'action non le 15/9, mais le 23/9 ; non le jour du vote au Sénat, mais après le 28/10. Et enfin, comme corolaire de sa capitulation, elle a appelé à des « actions diverses » le 23/11 et non avant la promulgation de la loi.

[13] Au contraire l'absence de dénonciation et d'interpellation des directions syndicales s'accompagnait dans le NPA d'une absence de perspective de grève générale comme axe central d'orientation. Le mot d'ordre de grève générale a pu être le titre d'un numéro du journal (n° 72) et d'un tract (semaine du 5 octobre), mais il a disparu aux moments clés (« unes » des journaux suivants, tracts nationaux des 10 et surtout du 18 octobre). Lutte Ouvrière, avec une politique encore plus suiviste à l'égard des directions syndicales basée sur la caractérisation selon laquelle ces mobilisations se développent dans un contexte où le rapport de forces est défavorable pour les masses (une vision inchangée depuis 25 ans), est restée indifférente aux tournants de la situation et de la lutte de classes. Sur cette base LO a refusé de défendre le mot d'ordre de grève générale.

[14] « Contrairement à ce que disent le Medef et le gouvernement

Cependant cet appel est arrivé à un moment de reflux du mouvement et a été ignoré non seulement par l'Intersyndicale mais par toutes les formations politiques, y compris l'extrême gauche¹⁵.

Derrière ces orientations et tactiques des organisations d'extrême gauche se cache un conservatisme profond selon lequel on ne doit pas remettre en question la domination de la bureaucratie syndicale. Le fait que dans certains cas cette politique se camoufle derrière des arguments gauchistes ne peut occulter l'essentiel : la passivité et le manque de politique et de stratégies alternatives face à la tactique de pression sur les bureaucraties syndicales. Le refus d'interpeller les directions syndicales réformistes en est une preuve. Comme le disait Trotsky en 1932, « Le front unique s'étend-il seulement aux masses ouvrières ou inclut-il également les chefs opportunistes ? Le fait même de poser cette question est le fruit d'un malentendu. Si nous pouvions rassembler simplement les masses ouvrières autour de notre drapeau (...) sans passer par les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait mieux évidemment. Mais alors, la question même du front unique ne se poserait pas sous sa forme actuelle. En dehors de toutes autres considérations, nous avons intérêt à attirer les réformistes hors de leurs repaires et à les placer à côté de nous, face aux masses combattantes. En appliquant cette tactique juste, nous ne pouvons qu'y gagner. Le communiste qui a des doutes ou des appréhensions sur ce point est semblable au nageur qui a adopté les thèses sur la meilleure façon de nager, mais qui n'ose pas se jeter à l'eau. En concluant un accord avec d'autres organisations, nous nous imposons, évidemment, une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Au cas où les réformistes freinent la lutte au détriment évident du mouvement pour

Sarkozy, le mouvement n'est pas terminé. Partout dans le pays se multiplient les actions de blocage, les manifestations de rue, les réunions publiques. Il faut maintenant frapper fort et tous ensemble. Nous sommes prêts à tout mettre en œuvre pour que nous soyons des millions dans les rues de la capitale. Les organisations nationales doivent appeler à une manifestation nationale à Paris le samedi 13 novembre. Si cette démonstration de force pacifique et déterminée ne suffit pas, il faut que ce soir-là, les directions nationales des organisations syndicales réunissent à Paris des délégations de toutes les villes, des grandes entreprises du pays pour décider d'appeler à une journée de grève générale et à la reconduction du mouvement, jusqu'à ce que le gouvernement renonce à promulguer ou appliquer la loi et décide enfin d'ouvrir de véritables négociations ». « Appel national de l'AG Interprofessionnelle du Havre », *Le Havre de grève* n°16, 03/11/2010.

[15] Seules deux douzaines de militants de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis (au sein de laquelle les militants de la FT-Qi ont joué un rôle important) se sont rassemblés devant le siège de la CFE-CGC où se déroulait la réunion de l'Intersyndicale. Lors de l'AG du 15/10/2011 de l'Interpro de St-Denis une déclaration a été adoptée soulignant que « Notre mouvement monte en puissance et la perspective d'une grève générale est plus que jamais à l'ordre du jour. D'ailleurs, une majorité de travailleurs en France se prononcent favorables à cette perspective. Nous exigeons aux directions des confédérations syndicales de respecter le mandat qui leur est donné par les travailleurs et les jeunes de tous les pays, celui de poursuivre la mobilisation par le biais d'une grève générale jusqu'au retrait du projet de loi. D'autre part nous appelons tous les travailleurs et les jeunes à s'organiser en AG Interpro partout, et à ce qu'elles se coordonnent entre elles de façon à prendre en main le contrôle de notre lutte ».

contrebalancer la situation et l'état d'esprit des masses, nous conservons toujours, en tant qu'organisation indépendante, le droit de mener la lutte jusqu'au bout et sans nos demi-alliés temporaires. On ne peut voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes, qu'en se plaçant du point de vue du journaliste qui pense s'éloigner du réformisme, quand, sans sortir de sa salle de rédaction, il le critique toujours dans les mêmes termes, et qui craint de l'affronter devant les masses ouvrières et de donner à ces dernières la possibilité de juger les communistes et les réformistes dans des conditions d'égalité, celles de la lutte de masse. **Cette peur soi-disant révolutionnaire du « rapprochement » dissimule fondamentalement une passivité politique qui s'efforce de conserver un ordre des choses, où les communistes et les réformistes ont leurs sphères d'influence nettement délimitées, leurs habitués à leurs réunions, leur presse, et où tout cela crée l'illusion d'une lutte politique sérieuse**¹⁶ (souligné par nous) ».

Même des organisations plus audacieuses dans le mouvement comme l'Étincelle, Fraction de Lutte Ouvrière, ne comprennent pas ce problème politique fondamental. Dans leur revue parue mi-octobre, *Convergences Révolutionnaires*, ils soutenaient, au sujet de la politique des directions syndicales que « pour l'instant en tout cas, les confédérations syndicales, particulièrement la CGT, ont fait ce qu'il fallait. En veillant sans doute à tenir la situation bien en main et en évitant de donner l'objectif d'une grève générale avec l'excuse que celle-ci ne se déclenche pas sur un simple appel des confédérations, ce qui est vrai, même si elles étaient plus respectées et considérées par les travailleurs. Et, pour l'instant toujours, les travailleurs ont suivi. Elles peuvent demain maintenir le feu vert à la multiplication des grèves, y compris reconductibles, dans les entreprises ou les secteurs les plus déterminés, surtout si elles restent minoritaires, comme elles le sont au moment où nous écrivons, et surtout si ces entreprises et ces secteurs ne cherchent pas à faire la jonction entre eux, puis en entraîner d'autres, pour au final établir une organisation de la mobilisation qui émanerait de la base et davantage contrôlée par elle¹⁷. » Et de conclure pauvrement : « établir ces liaisons, ce réseau, cette organisation à travers les mobilisations telles qu'elles sont programmées et impulsés par les appareils serait d'ailleurs la première tâche de l'heure, plutôt que dénoncer on se sait quels retards pris par les confédérations dans cette mobilisation, alors que, à juste titre, ce n'est pas le sentiment des travailleurs contrairement à 2009 ou 2003¹⁸ ».

Ne jamais dénoncer, jamais. Nous sommes très loin de ce que soutenait Trotsky. Il définissait alors d'autres « catégories » de grève générale, entendues cette fois comme lutte de pression emmenée par la bureaucratie pour éviter que le combat ne se transforme en une lutte

sérieuse contre le gouvernement et le régime bourgeois, un peu à l'image de ce que nous avons vécu au cours de l'automne 2010. Trotsky soulignait ainsi que « nous devons également ajouter ce que Engels n'avait pas vu comme autre 'catégorie' de grève générale (...) : nous nous référons aux cas où la direction de la grève s'accorde en amont, c'est-à-dire, sans lutter, avec l'ennemi de classe sur quel sera l'objectif et le résultat de la grève. Dans des occasions déterminées les parlementaires et syndicalistes perçoivent la nécessité de fournir une soupape de sécurité pour la colère accumulée des masses **ou peuvent se voir obligés à accompagner une mobilisation qui les a dépassés**. Dans ces cas ils se présentent en cachette au gouvernement et reçoivent la permission de diriger la grève générale, avec l'obligation d'y mettre fin le plus rapidement possible sans causer de dommages à la propriété de l'Etat. Parfois, mais pas tout le temps, ils négocient quelques petites concessions qui leur servent de camouflage. C'est ce que fit le Conseil Général des syndicats britanniques (TUC) en 1926. C'est ce que fit Jouhaux en 1934. **C'est ce qu'ils feront dans le futur. Démasquer ces manœuvres méprisables sur le dos du prolétariat en lutte est une composante nécessaire à la préparation de la grève générale** (souligné par nous)¹⁹ ».

Cette composante nécessaire pour la préparation de la véritable grève générale est ignorée par les directions de l'extrême-gauche, que ce soit dans ses variantes les plus opportunistes avec un suivisme quelques fois absolument acritique ou dans ses variantes les plus à gauche, avec une seule politique d'auto-organisation qui, même si elle est plus louable que l'activité et l'orientation des premiers, est insuffisante pour faire échec à la politique des directions syndicales.

S'ÉMANCIPER DU « FÉTICHISME DE LA GRÈVE GÉNÉRALE » ?

Face aux limites auxquelles s'est heurté le mouvement de l'automne dernier et qu'il n'a pu dépasser, face à l'énorme obstacle qu'a représenté la stratégie de pression des directions syndicales ou la question du niveau d'(auto-) organisation, certains auteurs parlent d'un « fétichisme de la grève générale » qui aurait freiné le développement de la lutte. Ainsi, Philippe Corcuff, un de ces personnages réformistes radicaux qui pullulent au NPA, affirme qu'à côté « du fétichisme du légal, un autre fétichisme pourrait entraver le prolongement de l'actuel mouvement social: un fétichisme de « la grève générale », entendue en un sens trop étriqué comme un mot d'ordre passe-partout, indépendamment des circonstances. L'horizon de « la grève générale » est une très bonne chose si, face à la tendance à l'éparpillement des luttes, il élargit notre espace mental à des convergences souhaitables. S'il se présente comme une exigence de généralisation à partir d'expériences concrètes dans des situations concrètes, et pas comme un marteau qui s'abat dogmatiquement d'en haut. Mais

[16] L. TROTSKY, « La révolution allemande (...) », art. cit.

[17] « Les directions syndicales iront-elles jusqu'au bout ? », *Convergences Révolutionnaires*, 18/10/2010.

[18] Idem.

[19] L. Trotsky, Leon, « L'I.L.P. et la IVe Internationale (à mi-chemin) », 18/09/1935.

«la grève générale» perdrait de cette dynamique fort utile si on la comprenait comme un «modèle» à appliquer de manière rigide, sans tenir compte des caractéristiques de la situation. Si on considérait la généralisation de la grève à l'ensemble des salariés, des étudiants et des lycéens à un moment donné comme la seule modalité de construire un mouvement social convergent susceptible de remporter des victoires²⁰ ».

Ce n'était pourtant qu'une grève générale politique qui aurait été en mesure de mettre en échec le gouvernement de Sarkozy et son projet. Le capitalisme connaît une crise historique. La dépression économique en cours impose comme unique sortie à la bourgeoisie une attaque frontale contre les travailleurs. Qui peut croire qu'on pourra remporter une victoire sans un combat radical et conséquent, jusqu'au bout ? La vision développée par Corcuff est une simple illusion. Elle est redevable d'un fétichisme contraire, marqué par le cycle antérieur de la lutte des classes, c'est-à-dire, depuis 1995 (ou 1986), au début de la crise économique internationale. A ce moment-là, face à un relatif essor du capital ou encore à sa sortie, à sa manière, de la crise des années 1970, la bourgeoisie française a pu faire certaines concessions, surtout atténuer l'avancée de l'offensive néolibérale en fonction de la résistance qui lui opposaient les travailleurs. Cependant, la situation actuelle ne laisse pas la moindre marge de manœuvre et oblige au contraire le capital à des affrontements toujours plus décisifs. Le slogan « c'est eux, ou c'est nous » s'y fait de plus en plus concret. Dans ce cadre les « victoires » ou les « concessions » pourront seulement être le sous-produit de la lutte révolutionnaire, c'est-à-dire de la crainte de la bourgeoisie de tout perdre, comme en 1936 face au développement de la grève générale avec occupation des entreprises²¹. Corcuff malheureusement et, ce qui est beaucoup plus grave, de nombreuses équipes syndicales combattives, croient que nous pouvons faire céder le gouvernement sur quelques points comme en 1995 ou 2006 alors que seul un affrontement centralisé contre le gouvernement en mesure de le mettre complètement en échec peut nous permettre de remporter une victoire réelle.



[20] P. Corcuff, « Pour une guérilla sociale durable et pacifique », <http://www.npa2009.org/content/pour-une-guerilla-sociale-durable-et-pacifique-par-philippe-corcuff>, 14/10/2010.

[21] En perdant l'opportunité de prendre le pouvoir ces mêmes concessions furent ensuite arrachées par les gouvernements français postérieurs avant le début de la Seconde Guerre.

Une fois le chemin à la grève générale bloqué des stratégies alternatives que nous devons fuir comme la peste ont émergé. L'aspect réformiste de celles-ci était le reflet, au niveau des militants du mouvement, de la stratégie de l'Intersyndicale Nationale. Il s'agissait de trouver le « dénominateur commun », ce qui revenait à ce que les secteurs les plus radicaux se retrouvent à la remorque du tandem Thibault-Chérèque. C'est ce qu'exprime Corcuff dans le texte précédemment cité lorsqu'il soutient que selon lui « une tyrannie de la lettre de «la grève générale» pourrait contribuer à tuer l'esprit de «la grève générale»: 1) en nous enfermant dans un «tout ou rien» mortifère et à terme démobilisateur; 2) en nous poussant dans la voie de la déception plutôt que de celle du développement de l'enthousiasme; et 3) **en oubliant que la perspective de généralisation suppose au minimum de garder au sein de la mobilisation les secteurs les plus prudents et/ou les plus modérés** (souligné par nous)²² ».

Au lieu de chercher à ce que les secteurs de l'avant-garde aient une politique pour étendre la grève à l'ensemble des masses salariées Corcuff cherche à les subordonner aux secteurs les plus prudents et/ou les plus modérés. Sa seule « radicalité » s'exprime par le fait que « parmi les autres chemins possibles, il y aurait donc celui d'une guérilla sociale et citoyenne durable, un mouvement social protéiforme, dans le style du «Mai rampant» italien, associant des mobilisations localisées et professionnelles fortes avec des journées nationales de manifestations, des grèves et des manifestations, des grèves ponctuelles et des grèves reconductibles, des va-et-vient entre les deux, des paralysies partielles (SNCF, métro et transports collectifs urbains, raffineries et dépôts pétroliers, routiers, etc.), des grèves tournantes ou la répétition de grèves sporadiques limitant le coût de la grève sur les salariés, la constitution de caisses de solidarité en direction des secteurs engagés de manière la plus durable dans la grève reconductible, des liaisons inédites avec les milieux intellectuels et artistiques critiques pour amplifier la délégitimation du pouvoir sarkozyste, la promotion de passages entre combats revendicatifs et expériences alternatives (pourquoi des AMAP n'approvisionneraient-elles pas gratuitement des grévistes? pourquoi des universités populaires ne se déplaceraient-elles pas sur les lieux de grève en mettant à disposition des savoirs critiques? pourquoi des artistes alternatifs ne seraient-ils pas davantage présents dans les manifestations? etc. etc.), des actions moins massives mais plus spectaculaires sur d'autres fronts où la légitimité sarkozyste résiste davantage au sein de la population (racialisation, logique sécuritaire, etc.), etc. ²³ ».

Ainsi Corcuff, tout en délirant un peu, relaie certaines des nouveautés du mouvement de cet automne. Loin d'en marquer les limites pour les dépasser, il les absolutise, fait de nécessité vertu et finit par les transformer en une stratégie opposée à la grève générale entendue comme

[22] *Id.*

[23] *Id.*

affrontement centralisé contre le pouvoir et son Etat. Voilà donc apparaître ce qu'il appelle la « guérilla sociale ». Il n'est pas surprenant qu'il prenne comme modèle le « Mai rampant italien », c'est-à-dire un mouvement de soulèvement général mais sans aboutissement ou, en d'autres termes, une grève générale qui n'est pas allée à son terme.

Le mouvement est resté au niveau des prolégomènes d'une grève générale, avec des milliers d'activistes et des secteurs en grève qui ne se sont pas étendus à l'ensemble des travailleurs. Voilà cela qui permet à ces théories substitutionnistes de diluer le rôle dirigeant de la classe ouvrière en se basant sur l'extension du blocage comme méthode de lutte. Comme le disent trois spécialistes des mouvements sociaux et du syndicalisme, Sophie Bérout, Karel Yon et Mathieu Magnaudeix, « plus pratiquement, sur l'évolution des formes d'action, le trait marquant de ce mouvement, c'est la diffusion du registre du blocage et, dans une moindre mesure, des assemblées générales interprofessionnelles. Le thème du blocage n'a rien de nouveau, il est né avec le mouvement ouvrier, mais ce qui change, c'est qu'il s'autonomise du registre de la grève, c'est l'idée qu'on peut bloquer l'économie sans avoir recours à la grève. Une esthétique du blocage est portée par certains réseaux militants et intellectuels qui, en s'inspirant des idées de Toni Negri (philosophe italien, figure intellectuelle de la gauche des années de plomb, icône de l'altermondialisme, NDLR), y voient la preuve que la force politique agissante est désormais moins la classe ouvrière que la "multitude". Il n'est plus besoin d'être ouvrier pour arrêter l'économie: plutôt que de croiser les bras sur la chaîne, il s'agit de se poster aux carrefours stratégiques par où passent matériaux et marchandises pour entraver la circulation du capital. On peut être chômeur, étudiant, intermittent ou précaire et jouer un rôle politique décisif. C'est dans le cadre d'actions de ce type que se sont opérées des rencontres improbables. Jusqu'à maintenant, ces actions étaient plutôt rares et elles s'opéraient à l'écart des grandes organisations syndicales, sinon contre elles. Elles se sont multipliées pendant ce mouvement, impliquant divers réseaux syndicaux et politiques, faisant parfois jouer aux médias alternatifs locaux un rôle d'intermédiaire. (...) La pratique du blocage a dépassé les réseaux autonomes pour pénétrer, localement, les syndicats et les unions locales à travers de nouvelles générations de militants. Il est devenu moins naturel, dans les instances syndicales, de dénoncer ces pratiques comme "gauchistes". (...) Ce registre d'action a circulé parce qu'il avait fait ses preuves lors de mobilisations précédentes. En faisant de la grève un produit dérivé du blocage, cette tactique a permis de paralyser des secteurs sans faire payer à leurs salariés tout le coût de l'action. On l'avait expérimenté au moment de la LRU, où par endroits le blocage des facs par les étudiants avait permis aux universitaires mobilisés de surmonter l'apathie de leurs collègues. Dans ce mouvement, ça a été surtout un moyen d'intégrer dans la lutte des salariés qui ne pouvaient pas assumer de pertes de salaires, et parfois

même d'enclencher des dynamiques grévistes²⁴ ». L'utilité du blocage comme instrument dans le cadre d'une lutte généralisée est une évidence. Le mouvement de cet automne a connu une multitude d'exemples où les blocages ont joué un rôle important pour faire avancer la lutte. On songera aux blocages de voies ferrées qui empêchaient la circulation des trains étaient très bien reçus dans les assemblées de cheminots, aux blocages massifs de 600 salariés environ autour de l'aéroport et de la zone logistique de l'Eurocentre à Toulouse, aux initiatives prises autour des entreprises chimiques à Lyon, au blocage de l'usine de Peugeot à Mulhouse ou des dépôts de la RATP de Pleyel en Seine-Saint-Denis coordonné entre militants de l'Interpro et le secteur gréviste, aux actions qui cherchaient l'extension de la grève en se dirigeant aux autres travailleurs, au blocage du site des dépôts de carburants de Caen et Ouistreham par les travailleurs du port d'un impact incertain sur le manque de combustible mais qui redonnait le moral aux travailleurs des raffineries de Gonfreville, près du port du Havre. D'autres actions ont également permis aux secteurs les plus précarisés de relever la tête.

Mais l'idée du « blocage de l'économie » proposée par SUD et vociférée pendant quelques semaines par le NPA, projetée indépendamment de l'objectif de gagner les travailleurs à la grève et à la perspective de la grève générale ne pouvait mener qu'à des actions dispersées sans objectif et en finissant par user et démoraliser les activistes. Ce n'est pas un hasard si dans de nombreux cas ce type d'actions a été impulsé par les directions syndicales (ou qu'elles ont laissé faire) avec l'objectif de regagner la confiance de leur base qui avait critiqué leurs grèves sans continuité en 2009 et également afin d'occuper leurs militants et d'empêcher leur réflexion politique²⁵. Plus grave stratégiquement cette attitude peut créer l'illusion qu'il est possible de substituer l'action centralisée de la classe ouvrière par la seule paralysie de l'économie au lieu de mettre en question la propriété capitaliste. Seule la classe ouvrière et ses méthodes de luttes peuvent construire une véritable alliance de classes révolutionnaire contre la France des grandes fortunes et des actionnaires du CAC 40. Seul le prolétariat peut se diriger à d'autres secteurs sociaux qui interviennent avec leurs propres méthodes, comme c'est le cas des lycéens ou des travailleurs immigrés les plus précaires, afin de construire une alliance fondamentale pour mettre en échec le gouvernement. Les travailleurs doivent défendre à la fois les intérêts de tous les exploités, y compris des petits paysans, des pêcheurs, des petits artisans et commerçants, que la crise capitaliste conduit à la misère.

[24] S. Bérout, K. Yon et M. Magnaudeix « Et si le mouvement social était en train de rebondir? », Europe Solidaire Sans Frontières, 19/11/2010, www.europe-solidaire.org/spip.php?article19195

[25] Il est fondamental que les militants révolutionnaires luttent contre les tendances à l'activisme pour l'activisme en dehors de tout cadre de réflexion politique comme cela est parfois le cas de l'avant-garde en France, fruit d'une longue tradition politique et anarcho-syndicaliste.

Même s'il existe d'autres méthodes de lutte qui surgissent inévitablement surgissent de tout combat plus ou moins généralisée qui embrasse de larges secteurs sociaux opprimés, la clé est la classe ouvrière, seule capable de diriger ces secteurs vers un objectif commun. De là l'importance de lutter pour la perspective et la préparation de la grève générale.

LE CARACTÈRE RÉACTIONNAIRE DE L' « UNITÉ SYNDICALE » À TOUT PRIX



Une des caractéristiques des syndicats français est leur division en confédérations rivales depuis le début de la Guerre Froide. C'est un grand avantage pour la bourgeoisie, les organisations syndicales passent plus de temps à se disputer des cartes et des aires d'influence qu'à se consacrer à combattre le patronat et son Etat. Dans ce cadre une des caractéristiques centrales du mouvement passé est la durabilité de l'Intersyndicale. L'ampleur de la crise capitaliste est une des raisons de fond de cette nouveauté. Comme le disent les Bérout et Yon « nous avons vu émerger cette Intersyndicale durant le mouvement contre le Contrat Première Embauche, mais ce fut surtout les manifestations contre la crise qui leur donnèrent cette légitimité. C'est une nouveauté dans le paysage syndical français, marqué par les rivalités entre organisations²⁶ ». L'offensive capitaliste fait sentir à la base la nécessité de combattre de façon unifiée contre la bourgeoisie et son Etat, question qui pèse également sur les confédérations. A ces raisons élémentaires des raisons propres aux appareils syndicaux s'ajoutent, comme le souligne correctement L'Étincelle, le fait qu'ayant « accompagné tous les reculs qu'ont connu les travailleurs ces dernières décennies, la position des syndicats face au gouvernement et au patronat s'est affaiblie, ces derniers refusant de compenser leur perte d'influence par des avantages institutionnels donnés aux appareils. Le gouvernement ne cherche même pas à maintenir l'illusion de négociations. D'autre part, un ancien

dirigeant du CNPF (l'ancêtre du Medef), Yvon Gattaz, est allé jusqu'à remettre en cause l'existence des syndicats : 'De façon sociétale, les syndicats ont été nécessaires au XIXe siècle, utiles puis abusifs au XXe. Inutiles et nuisibles au XXIe, ils doivent disparaître', a-t-il écrit dans la revue *Commentaire*²⁷ ».

Sans aller jusque-là il est significatif que les syndicats, les « partenaires sociaux », n'aient pas été pris en compte par le gouvernement dans la négociation de la réforme des retraites et ce malgré les mobilisations massives qu'ils ont dirigé en exigeant dans leur grande majorité l'ouverture de négociations ainsi qu'une autre réforme. Comme l'écrit un journaliste de *Mediapart* : « Il n'est donc pas d'outrance à le dire : par la détestation qu'il affiche du dialogue social, par la volonté de passer en force qui est la marque de sa contre-réforme des retraites, Nicolas Sarkozy a réhabilité à sa façon la lutte des classes²⁸ ». Cette nouvelle unité atteinte ne signifie pas que la concurrence entre les confédérations soit suspendue mais que chacune d'entre elles avait différentes raisons de maintenir le cadre.

En effet, « deux faits majeurs expliquent ce phénomène de l'intersyndicale : la réforme de la représentativité syndicale qui se déploie depuis 2008 et la réorientation stratégique de la CGT, entamée dans les années 1990. En faisant de la représentativité syndicale un droit ascendant et évolutif, qui se conquiert à partir des résultats recueillis dans les élections d'entreprise, la réforme de 2008 a rendue obsolète la frontière qui opposait les cinq confédérations bénéficiant d'une représentativité « irréfragable » – CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC – aux autres organisations – UNSA, Solidaires, FSU. On saura en 2013 quelles organisations sont représentatives au plan national interprofessionnel. En attendant, il n'y a plus d'enjeu à plus ou moins fermer ou ouvrir le jeu. Cet aplanissement des conditions de la concurrence syndicale se manifeste déjà dans l'accès de Solidaires aux subventions prud'homales ou à certaines instances du « dialogue social » comme les conseils économiques, sociaux et environnementaux national et régionaux. Le mort saisissait le vif en 2009, et c'est au regard de rationalités antérieures qu'il devenait possible d'intégrer les organisations syndicales « non-représentatives » à l'intersyndicale. Ces dernières - la FSU, Solidaires, l'Unsa - étaient elles-mêmes soucieuses de ne pas se couper du cadre unitaire. En 2010, on assiste à une reconfiguration : le champ ne se partage plus entre organisations représentatives et non-représentatives, mais entre dominants et dominés dans le jeu syndical. Le changement de logique de représentativité est intégré et les organisations syndicales dominées s'accordent plus de liberté, celle-ci pouvant devenir une position distinctive. On le voit bien en particulier avec FO, dont la position est déstabilisée par la réforme – qui met fin à l'image des « trois grandes confédérations » – mais qui a les moyens de tenir une position autonome. Solidaires a de même pu

[26] Beroud, Sophie y Yon, Karel, « Automne 2010: anatomie d'un grand mouvement social », *ContreTemps*, 26/11/2010, www.contretemps.eu/interventions/automne-2010-anatomie-dun-grand-mouvement-social

[27] *Convergences Révolutionnaires*, art. cit.

[28] L. Mauduit, "Vive la sociale!", *Mediapart*, 05/10/2010, www.mediapart.fr/journal/france/051010/le-retour-de-la-sociale

s'autoriser une plus grande liberté en décidant de signer au coup par coup les déclarations de l'intersyndicale. Mais pour que l'intersyndicale existe, il fallait aussi que les organisations syndicales dominantes dans le champ en décident ainsi. La CFDT, après l'épisode traumatique de 2003, avait tout intérêt à éviter le cavalier seul. Mais c'est indéniablement la CGT qui porte avec le plus de volontarisme ce cadre unitaire. Elle l'inscrit en effet dans la perspective stratégique de ce que ses dirigeants appellent le « syndicalisme rassemblé » depuis maintenant la fin des années 1990. C'est le choix d'un cadre unitaire sans exclusive, mais dont l'axe privilégié repose sur la relation avec sa principale rivale, la CFDT. Cette stratégie semble ici porter ses fruits, avec une fragilité intrinsèque liée évidemment au positionnement de la CFDT²⁹ ».

Au début cette unité syndicale encouragea le développement du mouvement. En se basant sur le plus petit dénominateur commun elle évitait néanmoins de donner un programme unificateur à l'ensemble de la classe ouvrière avec des revendications claires sur les retraites comme les 37,5 années de cotisation ou la retraite à 60 ans à taux plein sans même parler du refus d'intégrer une autre série de revendications qui auraient permis l'entrée d'autres secteurs dans la grève comme l'augmentation des salaires, la répartition du temps de travail à salaire égal, la lutte contre toute précarisation, des revendications élémentaires qui auraient permis de souder l'unité ouvrière avec les secteurs les plus paupérisés de notre classe et de poursuivre plus profondément le mouvement. La nécessité d'un programme plus large qui prend en compte toutes les offensives et attaques dont souffre notre classe et la jeunesse populaire par est ce qui s'est manifesté ouvertement avec l'entrée explosive des lycéens dans le mouvement qui a donné à la lutte un caractère éminemment politique.

Bien qu'elle ait été contrainte d'aller plus loin qu'elle ne le voulait dans la mobilisation en organisant des actions de pression in extremis l'Intersyndicale a toujours été opposée à un affrontement ouvert avec le gouvernement de Sarkozy et sa réforme. Personne en son sein ne voulait en finir avec ce gouvernement de droite et moins encore avec son régime pourri de la V République duquel les directions syndicales dépendent. C'est ce qu'exprimait clairement la CFDT dès la fin octobre dans l'éventualité finale d'une promulgation de la loi : avec « cette promulgation, l'intersyndicale devra reconnaître que nous sommes dans une autre configuration, nous ne voulons pas aller à un questionnement de la légitimité parlementaire ni à un affrontement avec la Présidence de la République³⁰ ».

Ce n'est pas un hasard si ces directions dans leur majorité n'ont pas demandé le retrait de la réforme. Le caractère que les directions officielles ont imprimé au mouvement n'a pas échappé aux journaux bourgeois qui dépeignaient

clairement leur action. Un éditorial de *Libération* soulignait ainsi combien « il y a décidément quelque chose de changé dans le monde syndical. Officiellement, nous sommes dans un bras de fer. Le gouvernement annonce des concessions jugées mineures ; les syndicats appellent à une mobilisation plus forte. Ils prévoient une nouvelle manifestation nationale, appuyée par une grève d'une journée. Mais, en fait, la négociation continue. Etrange négociation, sans discussions directes ni contacts à ciel ouvert. Mais négociation tout de même. (...) Tout se passe comme si Bernard Thibault et François Chérèque jugeaient impossible une défaite du gouvernement en rase campagne³¹ ».

Mais cette politique de collaboration de classe connaît une inflexion supplémentaire lorsque le mouvement se radicalise et que l'Intersyndicale fait tout de son côté pour démonter le mouvement, en s'alignant clairement dans les faits sur les positions de Chérèque pour qui : « ceux qui veulent radicaliser le mouvement, appeler à la grève générale, souvent veulent rentrer dans une démarche politique, d'opposition globale avec le gouvernement. Or la force de ce mouvement, c'est qu'il n'est pas politique mais social. On a une force tranquille, utilisons cette force³² ». Cette profession de foi du leader de la CFDT se faisait en réalité durant la semaine la plus aigue de l'Automne français, quand les grèves reconductibles s'affirmaient, les blocages se multipliaient et le gouvernement craignait une pénurie de combustible. C'est en ce sens que le communiqué de l'Intersyndicale du 21 octobre est un véritable coup de poignard dans le dos du mouvement. Mais cette orientation, cette véritable trahison qui laissait beaucoup d'amertume, notamment au sein de la CGT, pressée par les secteurs les plus durs, l'Intersyndicale a tenté de la cacher en appelant à de nouvelles journées d'action, toujours plus espacées dans le temps en disant que la lutte continuait alors que, de fait, l'Intersyndicale faisait tout pour calmer les esprits des grévistes en reconductible et faire cesser les débrayages.

De façon assez incroyable les organisations syndicales dites combattives comme SUD-Solidaires et qui au cours des premières réunions ne signaient pas les communiqués qui ne se prononçaient pas pour le retrait de la loi et pour la grève générale, qui refusèrent de signer le communiqué scandaleux du 21 octobre n'ont pas rompu avec cette unité syndicale qui se transformait pourtant ouvertement en une force anti-grève. C'est ainsi que Sud-Solidaires adopta une position plus suiviste, couvrant la CGT sur sa gauche et finissant la signature des communiqués scandaleux du 4 et 8 novembre qui mettaient un point final au mouvement.

A ces syndicalistes combattifs il est bon de leur rappeler les leçons du Comité anglo-russe, c'est-à-dire, la grève

[29] S. Beroud et K. Yon, *art. cit.*

[30] Information rapide n°51, bulletin interne de la CFDT, 22/10/2010.

[31] L. Joffrin, « Concessions », *Libération*, 09/09/2010, www.liberation.fr/economie/01012289098-concessions

[32] F. Chérèque, Communiqué AFP publié dans *Le Figaro*, 23/09/2010, <http://ici.tf1.fr/economie/social/2010-09/mobilisation-les-syndicats-affichent-leur-optimisme-6076037.html>

générale anglaise de 1926 trahie par les réformistes couverts par la bureaucratie du Kremlin. C'est l'application opportuniste du front unique ou du maintien de l'unité syndicale à tout prix qui est à l'origine de cette défaite. Trotsky, expliquant le processus, disait que « dans les premiers stades du mouvement des masses, les réformistes évoluent à gauche dans l'espoir de conserver la direction. Puis, lorsque ce mouvement dépassant la limite des réformes, la masse ouvrière réclame la rupture ouverte de ses chefs avec la bourgeoisie, la majorité des réformistes changent brusquement de ton et de suiveurs apeurés qu'ils étaient, deviennent franchement briseurs de grève et traîtres. Toutefois une fraction d'entre eux — et souvent non des meilleurs — passent dans le camp de la révolution. Un accord momentané avec les réformistes, dans la phase précise où, sous la pression des événements ils se sentent contraints de faire un demi-pas en avant, peut devenir nécessaire. Mais cet accord doit prévoir implicitement la rupture nette et inévitable dès qu'ils font brusquement machine arrière. Les réformistes ne sont pas traîtres en ce sens qu'à tout moment et dans tous leurs actes ils exécutent les ordres formels de la bourgeoisie. S'il en était ainsi les réformistes n'auraient pas la moindre influence sur les ouvriers et dès lors la bourgeoisie n'aurait pas besoin d'eux³³ ».

Et en quoi consistait cette capitulation ? « L'erreur ne résidait pas tant dans un accord passager avec le conseil général qui, à l'époque, en 1926, adoptait des positions de gauche sous la pression des masses. L'erreur initiale a été d'avoir conclu ce bloc non sur la base de tâches déterminées et pratiques, accessibles à la compréhension de la masse ouvrière, mais sur la base de phrases pacifistes d'ordre général et de formules mensongèrement diplomatiques. La principale erreur, qui abouti à la trahison de la grève de 1926, est de n'avoir pas su rompre immédiatement et franchement lorsque, retournant ses armes, le conseil général se transformait d'allié incertain en ennemi déclaré de la grève générale³⁴ ».

De cette manière les dirigeants de SUD renouent dans le meilleur des cas avec les mêmes limitations que Monatte, non pas le Monatte dirigeant du syndicalisme révolutionnaire d'avant la Première Guerre qui montrait son caractère révolutionnaire³⁵ mais celui qui, au milieu des

années 1920, alors que commençait la bureaucratisation du PCUS, revient à ses vieux démons, fait table rase du passé et de la Révolution d'Octobre et renoue avec son hostilité envers le parti révolutionnaire, confirmant ainsi ses préjugés anarcho-syndicalistes.

Si l'un de ces grands préjugés est l'autonomie syndicale, l'autre est l'unité syndicale. A ce sujet Trotsky soulignait que « non moins vide est l'autre principe sacré : l'unité. Au nom de celle-ci, Monatte s'est même élevé contre la dissolution du comité anglo-russe, bien que le conseil général des trade-unions britannique, eût brisé la grève générale. Le fait que Staline, Boukharine, Cachin, Monmousseau et autres aient soutenu le bloc avec les briseurs de grève jusqu'au moment où ces derniers les rejetèrent à coups de pied ne diminue certainement en rien la faute de Monatte. (...) Quand des grévistes se heurtent sur leur chemin à un groupe de briseurs de grève, ils les rejettent de leur sein sans leur épargner les horions. Si les briseurs de grève sont syndiqués, on les jette dehors immédiatement, sans se préoccuper du principe sacré de l'unité syndicale. A cela Monatte n'a certainement pas d'objections ? Mais l'affaire est tout autre quand il s'agit de la bureaucratie syndicale et de son sommet. Le conseil général n'est pas composé de briseurs de grève arriérés et affamés, non, ce sont des traîtres tout à fait expérimentés et repus, qui se sont trouvés à un moment donné dans la nécessité de se mettre à la tête de la grève générale pour la décapiter d'autant plus rapidement et sûrement. Ils agissaient la main dans la main avec le gouvernement, le patronat et l'Eglise. Il semblait que les chefs des syndicats russes, qui faisaient partie d'un bloc politique avec le conseil général, auraient dû immédiatement, ouvertement, implacablement rompre avec lui dès ce moment, à la face des masses trompées, trahies par lui. Mais Monatte se cabre farouchement : défense de troubler l'unité syndicale³⁶ ».

Dépasser les limites du syndicalisme, même dans ses variantes les plus à gauche, constitue un enjeu central pour construire un regroupement révolutionnaire de l'avant-garde qui soit à la hauteur des prochains affrontements de classe, certainement encore plus décisif.

COMMENT DÉPASSER LA DIVISION SYNDICALE À LA BASE ET IMPOSER UNE VÉRITABLE UNITÉ DE CEUX QUI LUTTENT ?

C'est ici que se fait sentir la centralité du comité d'usine au sens de comité constitué sur le lieu de travail par les travailleurs en lutte.

Face à l'unité très modérée constituée par en haut, à la division réelle à la base entre les différents syndicats et au fait qu'une majorité de travailleurs sont non-syndiqués l'unité de ceux qui luttent est un problème stratégique de la lutte révolutionnaire en France. Comment y

[33] L. Trotsky, « La «troisième période» d'erreurs de l'Internationale Communiste », 08/01/1930, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1930/01/300108_5.htm

[34] *Id.*

[35] « Monatte était anarcho-syndicaliste ; malgré cela, il m'était incomparablement plus proche que les guesdistes français qui jouaient un rôle lamentablement honteux. Les Cachin explorait à cette époque les entrées de service des ministères de la III^e République et des ambassades alliées. En 1915, Monatte est sorti en claquant la porte de la commission administrative de la C. G. T. Son départ du centre syndical n'était au fond qu'une scission. Mais, à cette époque-là, Monatte croyait avec raison que les tâches historiques fondamentales du prolétariat sont à placer au-dessus de l'unité avec les chauvins et les laquais de l'impérialisme. C'est en cela précisément que Monatte fut fidèle aux meilleures traditions du syndicalisme révolutionnaire ». Voir L. Trotsky, « Les fautes fondamentales du syndicalisme », 21/10/1929, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1929/10/lt19291021.htm

htm
[36] *Id.*

parvenir ? Il n'y a pas d'autre solution dans le programme révolutionnaire que le comité d'usine (ou d'entreprise, etc.) auquel tous les syndicats doivent se subordonner, notamment aux décisions qui sont prises majoritairement sur le lieu de travail. Il faut créer la conscience que le syndicat qui divise les résolutions prise par la base est un traître et que l'alternative à la bureaucratie vient du (sans pour autant nier l'importance des autres tactiques dont nous avons parlé afin d'accélérer l'expérience en direction d'une véritable grève générale et de l'auto-organisation).

La formation de comités élus sur les lieux de travail et responsables devant les travailleurs, mandatés par eux, leur coordination inter-entreprises avec le reste des secteurs mobilisés, à niveau interprofessionnel ou non, pas), voilà la seule façon d'avancer en direction d'un double pouvoir, alternatif à celui de la bureaucratie syndicale. Formellement cette coordination existe quand il y a un front unique des syndicats même s'il ne met généralement en pratique que les résolutions des intersyndicales bureaucratiques. Pour aller au-delà des luttes de pression, c'est seulement une nouvelle politique et un nouvel état d'esprit chez les travailleurs qui permettent d'exiger que les syndicats se subordonnent aux décisions de la base. C'est uniquement à cette seule condition que l'on peut commencer à créer (en termes de bilan et de perspectives pour ce qui est de la période actuelle) un nouveau pouvoir alternatif qui discute la politique, les consignes, la stratégie et la tactique, c'est-à-dire de l'ensemble des aspects de la bagarre à mener.

Nous avons déjà mentionné comment au cours du dernier mouvement l'Interpro du Havre a été la plus avancée. Elle reflétait le moment de la montée en puissance de milliers de travailleurs en grève, y compris du secteur privé, avec ses bulletins et ses décisions largement suivies sur la ville. C'est ce qui a contraint y compris la CFDT à prendre part à l'Assemblée. Mais pour ne pas rompre avec la sacro-sainte unité syndicale l'Interpro havraise, la plus en pointe sur la lutte, n'a pas pu mener à bien son appel à une rencontre nationale des Interpro au moment le plus profond du mouvement de cet automne car la CFDT s'y opposait.

Le développement des Interpro a néanmoins été une des grandes nouveautés de ce mouvement. Elles ont exprimé une rupture avec le cadre corporatiste et l'isolement des luttes de ces dernières années. Leur faiblesse ont néanmoins été, dans bien des cas, leur cantonnement à une minorité active de travailleurs en grève ou à des secteurs significatifs en grève reconductible. La faible participation aux AG en comparaison avec d'autres mouvements a également été un obstacle au développement des comités de grève. Le ressort fondamental de cette situation est à chercher du côté de la politique des directions syndicales de ne pas s'affronter ouvertement avec la pression de la base ni avec les actions des secteurs les plus radicalisés, ce qui n'a pas paradoxalement poussé par réaction au développement d'organismes d'auto-organisation.

Mais le problème de la formation de véritables organismes

d'auto-organisation, plus aigu en France au vu de la division syndicale qui rend plus difficile son développement, n'est pas seulement un problème national mais celui du mouvement ouvrier mondial. Cette question ressurgit à chaque étape avancée de la lutte des classes. Nous nous souvenons de ce que Trotsky suggérait en 1935 à propos des Comités d'action du Front Populaire comme moyen de dépasser et de liquider le Front Populaire lui-même par l'action prolétarienne unifiée et indépendante. Comment concevait-il ces comités d'action ? « Il ne s'agit pas, selon Trotsky, d'une représentation démocratique de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation révolutionnaire des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte³⁷ ». Il soulignait en même temps que : « l'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie », ajoutant que « Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir³⁸ ». En parlant des partis réformistes, comme la SFIO ou le PCF, qui à ce moment-là avaient beaucoup de forces dans le mouvement ouvrier, Trotsky soutenait qu'au cours des « élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des parlements révolutionnaires : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris³⁹ ».

Ce raisonnement aujourd'hui nous pouvons non seulement l'étendre aux petites organisations réformistes qui existent dans la France comme le PCF ou le PG mais aussi aux organisations d'extrême-gauche et aux syndicats qui sont, de fait, les principales organisations réformistes dans le mouvement ouvrier.

En conclusion les Comités d'usine, par lieu de travail, qui comme le souligne le Programme de Transition ne regroupent seulement qu'une minorité de travailleurs pendant les périodes normales (voire n'existent pas du tout étant donnée la concurrence entre les différents syndicats), se transforment en la seule structure, au cours des moments les plus conflictuels de la lutte de classes,

[37] L. Trotsky, « Front Populaire et Comités d'action », 26/11/1936, www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1935/11/lt19351126.htm

[38] *Id.*

[39] *Id.*

capable d'offrir un cadre à l'ensemble des travailleurs, à établir des connexions avec les quartiers et les villes, à s'appuyer sur la base afin de favoriser le surgissement de conseils ouvriers. Sans ces différentes structures il est impossible d'avancer vers une véritable grève générale et encore pour de construire une alternative révolutionnaire. « Des tâches telles que la préparation de la grève générale, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de droit⁴⁰ ».

L'ADAPTATION AU LÉGALISME ET LE PACIFISME APRÈS DES ANNÉES DE DÉMOCRATIE BOURGEOISE

L'exacerbation de la lutte des classes signifie aussi l'exacerbation des méthodes de résistance de la part du capital. Ainsi la récente grève des camionneurs en Grèce a été arrêtée par le gouvernement par l'envoi de l'armée et afin d'assurer le ravitaillement en carburants des aéroports, des centrales électriques et autres installations. On a pu voire les mêmes tendances avec les réquisitions en France des raffineurs ou des éboueurs durant l'Automne ou dernièrement encore avec la déclaration de l'état d'urgence face à la grève sauvage des contrôleurs aériens dans l'Etat espagnol, avec des colonels prenant le commandement des tours de contrôle des aéroports civils et les travailleurs risquant le délit de désobéissance s'ils refusaient de travailler. Et tout cela sous la couverture de la démocratie bourgeoise !

Face à ce bond en avant de la répression qui n'écarte pas l'utilisation de groupes d'extrême-droite ou identitaires si les actions ouvrières se radicalisent, la classe ouvrière ne peut rester prise une nouvelle fois au dépourvu. Il est fondamental de rompre avec les vieilles idées légalistes héritées des temps routiniers de la lutte des classes qui se sont développées depuis la déviation du processus révolutionnaire ouvert en 1968 et se sont affirmées plus encore au cours de l'offensive néolibérale, l'époque de la « restauration bourgeoise ».

Ce légalisme est inhérent aux directions syndicales comme l'exprime le communiqué du 21 octobre, demandant de veiller sur le « respect des biens et des personnes » alors que l'Etat envoyait des CRS ouvrir les dépôts et les raffineries en grève. Comme le souligne François Chesnais « c'est cette orientation que le dirigeant CGT dans le groupe Total, Charles Foulard a appliquée lors du début de grève à la raffinerie la plus proche de Paris à Grandpuits en Seine-et-Marne. En attendant que son intervention soit analysée soigneusement, on retiendra que lors de l'ordre de réquisition avec le Préfet, **il a cherché à garder le face-**

à-face sur le terrain purement juridique. Lorsque les CRS ont forcé l'entrée, les journalistes ont noté qu'il a tout fait pour que la résistance des piquets ne soit pas trop forte. A Grandpuits, où la direction CGT a gardé un degré de contrôle qu'elle a perdu au moins un moment ailleurs, il y a un degré d'affrontement très différent de celui à autres sites, notamment celui de Donges où les heurts ont été violents et une forme de guérilla autour de la raffinerie et des dépôts s'est étendue sur plusieurs jours. C'est le Charles Foulard qui déclarait le 29 octobre 2009, au moment où Total annonçait qu'aucun jour de grève ne serait payé dans un site quelconque, que les syndicats avaient « gagné la bataille des idées, les argumentations des syndicats sur la possibilité d'avoir une autre réforme, notamment sur le financement, ayant été entendues (souligné par nous) »⁴¹.

Contre ce légalisme qui peut être mortel pour les nouveaux combats qui s'annoncent nous devrions rappeler la nécessité de la violence face à toute la mascarade légaliste de la bourgeoisie contre les grévistes et les travailleurs en lutte sans même parler des idées ridicules véhiculées par un Philippe Corcuff lorsqu'il affirme que la « guérilla sociale et citoyenne » doit être pacifique⁴². Comme le disait Trotsky à propos de la Troisième République, surgie de l'écrasement de la Commune, « toute l'histoire de la (...) République, au lendemain de la Commune, montre que cette Commune fut non seulement le désarmement physique du prolétariat, mais son désarmement moral. L'atmosphère même, l'opinion publique bourgeoise ont pour tâche d'infecter la mentalité de la classe prolétarienne par l'hypnose de la légalité. La légalité, c'est la couverture de la violence brutale de la bourgeoisie⁴³ ». Nous pourrions répéter la même chose à propos de la V République qui s'est consolidée après l'échec du processus ouvert par Mai 1968.

Face aux mesures ouvertement répressives que la bourgeoisie n'hésitera pas à mettre en place le moment venu face aux nouveaux mouvements de lutte et de grève nous devons suivre au pied de la lettre les conseils du *Programme de Transition*. « **Les piquets de grève sont les**

[41] F. Chesnais, « Après la journée d'action du 28 octobre », www.labreche.ch, 01/11/2010, <http://alencontre.org/?p=677>

[42] Même s'il déclare : « La constitution d'un mouvement pacifique préservant l'intégrité des personnes n'implique pas de se priver d'actions symboliques contre des biens (du type démontages de McDonald's ou pourquoi pas de banques, fauchages d'OGM, etc.) » (*double sic*) « Une telle orientation pacifique d'une guérilla sociale et citoyenne durable exprimerait alors stratégiquement et tactiquement trois dimensions au moins: 1) le sécuritaire constituant encore un point fort de légitimité du pouvoir sarkozyste, il faut s'efforcer de lui ôter de la légitimité et pas de lui en donner en plus; 2) la violence, en l'état, constitue un facteur diviseur dans le mouvement, susceptible d'éloigner certains secteurs plutôt que d'élargir son assise; et 3) contrairement à la marchandisation capitaliste des humains, il faut montrer dans nos actions mêmes que nous établissons une distinction impérative entre les objets et les personnes. » Sans commentaires. P. Corcuff, « Pour une guérilla sociale durable et pacifique », <http://www.npa2009.org/content/pour-une-guerilla-sociale-durable-et-pacifique-par-philippe-corcuff>, 14/10/2010.

[43] L. Trotsky, « Discours prononcé lors de la session du 2 mars 1922 de l'Exécutif de l'Internationale Communiste », <http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1922/03/lt19220302.htm>

[40] *Id.*

cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. Il faut inscrire ce mot d'ordre dans le programme de l'aile révolutionnaire des syndicats. Il faut former pratiquement des détachements d'autodéfense partout où c'est possible, à commencer par les organisations de jeunes, et les entraîner au maniement des armes. La nouvelle vague du mouvement des masses doit servir, non seulement à accroître le nombre de ces détachements, mais encore à les unifier, par quartiers, par villes, par régions. Il faut donner une expression organisée à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la milice ouvrière, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières. **C'est seulement grâce à un travail systématique, constant, inlassable, courageux, dans l'agitation et la propagande, toujours en relation avec l'expérience des masses elles-mêmes, qu'on peut extirper de leur conscience les traditions de docilité et de passivité** ; éduquer des détachements de combattants héroïques, capables de donner l'exemple à tous les travailleurs; infliger une série de défaites tactiques aux bandes de la contre-révolution; accroître la confiance en eux-mêmes des exploités et des opprimés; discréditer le fascisme aux yeux de la petite-bourgeoisie et frayer la voie à la conquête du pouvoir par le prolétariat. (souligné par nous)⁴⁴ ».

Remarquons aussi que la « milice en tant qu'organe solide de l'avant-garde c'est le moyen le plus sûr contre les aventures, contre le terrorisme individuel, contre les explosions sanglantes spontanées ». Tout cela est fondamental pour canaliser de façon révolutionnaire la colère accumulée des lycéens et des jeunes de banlieues qui ont été une composante de la mobilisation au cours du dernier mouvement et dont la haine envers l'ensemble des institutions de l'Etat tend à donner lieu à des émeutes urbaines, comme nous l'avons déjà vu en 2005, isolées du reste des secteurs de la société.

LA RÉOUVERTURE DE LA DISCUSSION SUR LA QUESTION DU POUVOIR À LA FAVEUR DU MOUVEMENT DE CET AUTOMNE

La lutte de l'automne dernier a rouvert, par son ampleur, le débat stratégique au sein du NPA sur le rôle de la grève générale et la question du pouvoir qui sont absents de ses principes fondateurs. Le Collectif pour une Tendance Révolutionnaire (Plateforme 4) est la seule plateforme dans le NPA qui critique cet aspect fondamental en exigeant que le prochain congrès définisse cette question centrale sans laquelle la « transformation révolutionnaire de la société » n'est qu'une jolie phrase sans contenu.

Ainsi, Samy Joshua, contre « l'hypothèse de la grève générale », estime que « c'est vrai que beaucoup de camarades penchent pour cette option, et la prennent comme une seule question d'application : sachant que la grève générale est notre hypothèse stratégique - non pas pour gagner des luttes, là tout le monde peut en convenir, sous la forme du mouvement d'ensemble pour le moins - mais pour la prise du pouvoir, comment la faire advenir ? Or il n'existe pas un seul exemple de révolution réussie (pas un seul, c'est pas un seul) qui ait ce modèle. Pas la Commune et pas plus la Révolution d'Octobre ni les mouvements de collectivisation en Catalogne des années 30. Et je ne parle que de l'Europe... Quand la grève générale est convoquée, c'est toujours comme élément d'un ensemble, et pas toujours le principal (aucun appel à la grève générale en Octobre 17) ». Pour lui c'est-là une faiblesse de cette hypothèse stratégique. Il ajoute également que « la réponse la plus connue à ce problème est l'existence non seulement de luttes auto-organisées, mais d'un double pouvoir, comme les soviets en 17, qui peut alors postuler à être 'le répondant' (ou du moins que des partis peuvent défendre comme tels). Mais c'est rare, et en plus en France les expériences d'auto-organisation durables sont exceptionnelles dans le dernier siècle⁴⁵ ».

Dans ces quelques phrases se concentre toute la désorientation stratégique de l'actuelle majorité du NPA. Qu'est-ce qu'une grève générale, non dans le sens d'une manifestation de protestation, mais une grève politique révolutionnaire au sens plein du terme ? Dans *Où va la France* ? Trtsky disait que « l'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat. Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ? Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie: les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela

[44] Trotsky, Léon, *Le Programme de Transition et la fondation de la IV Internationale*, <http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran10.html>

[45] S. JOSHUA, « Que le débat commence! », www.npa13.org, 05/11/2010.

même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme⁴⁶ ».

Comme nous le voyons, l'importance de la grève générale c'est qu'elle pose la question du pouvoir mais cela ne veut pas dire qu'elle la résout. Et alors, dirait, Joshua, face à la prise du pouvoir, comment la concrétiser ? Le problème du pouvoir ne peut être résolu que par la préparation de l'insurrection. C'est pour cela que Trotsky dans d'autres écrits définit la grève générale comme le prélude de l'insurrection armée. « Une (...) grève de protestation, souligne-t-il, ne constitue pas encore une véritable politique révolutionnaire et ne peut lui être utile que comme une sorte de répétition. Quant à la grève politique révolutionnaire proprement dite, elle doit constituer, somme toute, l'avant-dernier acte de la lutte pour la conquête du pouvoir. Paralyant tous les rouages de l'État capitaliste, la grève générale pose en fait et brutalement : « Qui est maître ici ? » Et le problème ainsi posé ne peut désormais se résoudre que par la force armée. De sorte qu'une grève révolutionnaire qui ne mène pas à un soulèvement armé se termine coûte que coûte par la défaite du prolétariat. Voilà pourquoi les paroles de Molotov concernant la grève générale politique et révolutionnaire et les « formes supérieures de combat » ne peuvent signifier — si elles signifient quelque chose — que ceci : simultanément et dans le monde entier, la situation révolutionnaire est à tel point mûre qu'elle place tous les partis communistes, au Nord et au Sud, à l'Est et à l'Ouest, **devant la tâche d'une grève générale en tant que prologue d'un soulèvement armé également général** (sous-ligné par nous)⁴⁷ ».

En d'autres termes jamais la grève générale ne résout la question du pouvoir. Si celle-ci ne débouche pas sur l'insurrection armée, alors elle débouche sur une défaite. Samy Joshua semble, d'une certaine façon revenir honnêtement sur l'objection que Trotsky faisait au vieux et renégat Karl Kautsky, ce dernier comme Joshua étant prisonnier d'une conception anarcho-réformiste de la grève générale. Polémiquant durement contre Kautsky Trotsky disait qu'il « a fallu, on le voit, la guerre et toute une série de révolutions, pour qu'on puisse jeter un coup d'œil sous la boîte crânienne de certains théoriciens et savoir ce qui s'y passait. Nous le savons désormais : Kautsky ne pensait pas que l'on pût écarter les Romanov ou les Hohenzollern du pouvoir par la persuasion; mais il s'imaginait tout à fait sérieusement qu'une monarchie militaire pouvait être renversée par une grève générale - c'est-à-dire par la manifestation pacifique des bras croisés. En dépit de l'expérience russe de 1905 et de la discussion mondiale qui s'ensuivit, Kautsky a donc, on le voit, conservé sur la grève générale son point de vue anarcho-réformiste. Nous pourrions lui rappeler que son propre journal, la *Neue Zeit*, démontrait, voici une douzaine d'années, que la grève générale n'est

qu'une mobilisation du prolétariat opposée aux forces ennemies du pouvoir d'État, et qu'elle ne peut par elle-même résoudre la question, car elle épuise les forces du prolétariat plus vite que celles de son adversaire, ce qui contraint tôt ou tard les ouvriers à reprendre le travail. La grève générale ne peut avoir d'influence décisive que si elle est le prélude d'un conflit entre le prolétariat et la force armée de l'ennemi, c'est-à-dire d'une insurrection. Le prolétariat ne peut trancher le problème du pouvoir, problème fondamental de toute révolution, qu'en brisant la volonté de l'armée qu'on lui oppose. La grève générale entraîne des deux côtés la mobilisation et permet une première appréciation sérieuse des forces de résistance de la contre-révolution, mais seuls les développements ultérieurs de la lutte, après le passage à l'insurrection armée, déterminent le prix de sang que doit coûter au prolétariat la conquête du pouvoir. Mais qu'il faille payer avec du sang, que dans sa lutte pour conquérir le pouvoir et le conserver, le prolétariat doive savoir mourir et savoir tuer, de cela nul révolutionnaire véritable n'a jamais douté. Déclarer que le fait de la plus âpre lutte du prolétariat et de la bourgeoisie, une lutte à mort, « prend toute l'évolution à rebours », c'est tout simplement montrer que les têtes de certains idéologues respectés ne sont que des chambres obscures - *camera obscura* - dans lesquelles les choses apparaissent à l'envers⁴⁸ ».

Mais pour justifier son manque de stratégie pour résoudre la question du pouvoir de façon révolutionnaire Joshua enfonce le clou en affirmant que les expériences d'auto-organisation ont été exceptionnelles au siècle dernier. Par conséquent la possibilité pour que surgisse un contre-pouvoir, c'est-à-dire un organe de l'insurrection et du futur pouvoir qui soit l'aboutissement de la grève générale est presque nulle. Commençons par dire que, à la différence de Joshua, Lénine voyait une relation entre les soviets et la grève générale, définissant les premiers comme « *des organes de la lutte directe des masses. Ils ont été créés comme des organes de lutte par la grève. Sous la pression de la nécessité, ils sont rapidement devenus des organes de lutte révolutionnaire générale contre le gouvernement. Ils se sont trouvés irrésistiblement transformés, par la suite des événements - la grève devenant un soulèvement - en organes insurrectionnels.* (sous ligné par nous) »⁴⁹. Mais en même temps disons qu'à la différence de Joshua qui voit si difficile et si exceptionnel le surgissement des organes d'auto-organisation Trotsky — sans faire aucun fétichisme des formes soviétiques — voyait cela comme une tendance de toute lutte révolutionnaire. Ainsi, à la lumière de ce qui s'était passé en Allemagne en 1923 Trotsky considérait que, malgré l'existence d'une situation propice les soviets n'avaient pas surgi à cause de la faillite des directions du mouvement ouvrier mais « grâce à la pression de la base, **les comités de base ont occupé en soi dans le mouvement ouvrier allemand, durant l'automne 1923, la place des soviets** (sous-ligné

[46] L. TROTSKY *Encore une fois, où va la France ?*, mars 1935 (<http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ouvalafrance/ovlf33.htm>).

[47] L. TROTSKY, « La « troisième période » d'erreurs de l'Internationale Communiste », 8 janvier 1930.

[48] L. TROTSKY, *Terrorisme et communisme*, 1920 (http://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/t_c/t_c_4.htm).

[49] V. Lénine, « La dissolution de la Douma et les tâches du prolétariat », mi-juillet 1906.

par nous) »⁵⁰. Il envisageait même qu'en Angleterre « les syndicats anglais [puissent] être un puissant levier de la révolution prolétarienne ; dans certaines conditions et pour une certaine période, [puissent] même remplacer les soviets ouvriers (sous-ligné par nous) »⁵¹. Cela ne s'est pas produit dans en Grande-Bretagne mais ça a été le cas en Bolivie en 1952 ou en Pologne 1981. Plus haut nous avons mentionné comment il suggérait aussi que ces formes d'auto-organisation puissent surgir y compris des comités d'action du Front Populaire... en France même ! Comme nous le voyons, pour Trotsky les voies que peut prendre l'auto-organisation avaient « plusieurs » formes.

Mais alors pourquoi les formes d'auto-organisation ont-elles été exceptionnelles au siècle dernier comme l'affirme Joshua ? Joshua ne prend pas le soin de répondre à cette question. C'est un fait, une preuve de plus que la lutte pour la dictature du prolétariat ne l'intéresse vraiment pas. Au contraire, cette soi-disant « exceptionnalité » n'est pas le résultat de la lutte de classes. D'ailleurs, dans la lutte de classes le surgissement d'organisations larges de combat des masses est une tendance naturelle de tout processus révolutionnaire comme l'ont démontré des dizaines de révolutions ouvrières héroïques défaites, déviées ou qui ont tout au plus donné lieu à des Etats ouvriers affreusement déformés. On doit imputer cette « exceptionnalité » à l'opposition acharnée des directions contre-révolutionnaires, fondamentalement le stalinisme et la social-démocratie, face à toute tendance à l'auto-organisation des masses. C'est que la bourgeoisie et ses agents au sein du mouvement ouvrier ont tiré leurs leçons contre-révolutionnaires de la Révolution Russe et ont liquidé les révolutions du premier Après-guerre (où les conseils ouvriers ont surgit partout) en isolant l'URSS de cette façon. La contre-révolution au sein du mouvement ouvrier a parfois directement comme cinquième colonne. Ça a été le cas du stalinisme lors du Mai catalan de 1937 qui a désarmé les milices et a liquidé le meilleur de l'avant-garde espagnole. Après la Seconde Guerre Mondiale de laquelle le stalinisme est sorti renforcé en se transformant en co-garant de l'ordre mondial de Yalta, Moscou a reproduit à grande échelle « l'expérience espagnole », en devenant le plus grand ennemi de toute tendance à l'auto-organisation. Pour voir que cette soi-disant exception est le résultat du rôle contre-révolutionnaire joué par les grands appareils du mouvement ouvrier et que c'est précisément cela qui a constitué une véritable « norme » et non l'absence de tendances à l'auto-organisation, il suffit de se rappeler, pour ne parler que de quelques cas, les processus où sont apparus des embryons d'organes de type soviétiste dans les Etats ouvriers, écrasés par le stalinisme : l'Allemagne en 1953, la Hongrie en 1956, la Tchécoslovaquie en 1968, la Pologne dans les années 1980-82. On pourrait également songer au rôle du PC chilien boycottant les Cordons Industriels en 1973.

Que dire donc de cette absence d'imagination sur les formes que pourrait prendre l'auto-organisation de Joshua dans une étape historique dans laquelle l'appareil stalinien mondial a disparu et la social-démocratie, dans son évolution vers le social-libéralisme, s'est affaiblie qualitativement en tant que médiation face au mouvement ouvrier ? N'est-il pas presque certain que si un processus révolutionnaire profond venait à éclater en France la bourgeoisie n'aurait probablement pas des représentants suffisamment importants pour dévier et démoraliser les masses de l'intérieur comme cela a été le cas pendant le XX siècle lors des convulsions révolutionnaires de 1936, 1945 ou de Mai 1968 ? Comme disait Trotsky une des grandes différences entre la Révolution russe et la Révolution française de 1936 a été la force plus grande des Kerensky français en plus de l'absence d'un parti révolutionnaire comme le Parti Bolchévique. Mais Joshua (et l'actuelle majorité du NPA) « oublie » cela car sa vraie « hypothèse stratégique » se trouve ailleurs. Comme le soulignait Claudia Cinatti dans « Quel parti pour quelle stratégie ? Eléments de critique des « fronts antilibéraux » et des « partis larges anticapitalistes », « dans le débat stratégique ouvert aujourd'hui au sein de la LCR, l'ensemble des tendances et des courants partagent un élément en commun : selon ces courants internes, la validité historique de l'hypothèse de la « grève générale insurrectionnelle » est remise en question par la clôture de l'ère ouverte par la Révolution d'octobre, la « guerre populaire prolongée » incarnée quant à elle par des organisations gauchistes telles que la Fraction Armée Rouge (RAF) allemande ou les Brigades Rouges (BR) italiennes ayant également démontré son impuissance dans les pays capitalistes avancés. Si auparavant la LCR oscillait entre deux hypothèses de révolution armée –de matrice insurrectionnelle ou guérillériste–, la Ligue résout aujourd'hui à sa manière ce dilemme en considérant ces deux hypothèses comme périmées et en glissant vers une stratégie électoraliste et parlementaire pour laquelle catastrophe économique et sociale et, subsidiairement, irruption violente sur la scène sociale et politique du prolétariat et des classes subalternes, ont disparu. C'est uniquement de la sorte qu'il est possible d'expliquer « l'illusion » de la LCR dans la démocratie bourgeoise alors que l'organisation ne peut pas même compter sur une représentation institutionnelle consistante et encore moins parlementaire à la différence de la vieille social-démocratie allemande qui éléction après éléction renforçait son poids au Parlement. Si la direction de la LCR considère que les formes d'émergence du double pouvoir et ses caractéristiques sont hautement imprévisibles (l'hypothèse stratégique), il semble qu'elle considère que la seule concrétude possible réside dans le fait que les institutions du régime démocratique bourgeois sont appelées à jouer un rôle central dans l'émergence de ce double pouvoir⁵² ».

[50] L. Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, 1928, www.marxists.org/francais/trotsky/livres/ical/ical0.html.

[51] *Ibid.*

[52] CINATTI Claudia, « Quel parti pour quelle stratégie ? Eléments de critique des « fronts antilibéraux » et des « partis larges anticapitalistes », in *Stratégie Internationale* n° 7, mai 2010, p. 53 (http://www.ft-ci.org/IMG/pdf/Strategie_Internationale_7_-2010.pdf).

La théorie de la lutte pour la « démocratie jusqu'au bout », un « double pouvoir » citoyen surgi des institutions de la démocratie bourgeoise, ne peut créer qu'un parti destiné à occuper un espace électoral réformiste de gauche et pour qui il n'y a pas de place pour la lutte de classes dans les calculs politiques. Ce n'est donc pas un hasard si le NPA est arrivé aussi mal préparé au dernier mouvement.

IL FAUT QUE LA NOUVELLE GÉNÉRATION D'OUVRIERS ET DE JEUNES COMBATIFS S'ORGANISE AU SEIN D'UN PARTI PROLÉTARIEN RÉVOLUTIONNAIRE

Une fois de plus la classe ouvrière en France a fait preuve de sa détermination, de sa créativité et de sa volonté à lutter. Ce n'est pas cela ce qui a manqué pour gagner. Le principal responsable de la défaite revendicative a été le rôle de la bureaucratie syndicale liée au régime. Malheureusement les partis d'extrême gauche sont arrivés mal préparés au rendez-vous. L'absence d'un vrai parti prolétarien et révolutionnaire est le grand avantage de la bourgeoisie dans la période qui s'ouvre : un nouveau cycle de lutte de classes, prolégomène d'une situation prérévolutionnaire (ou d'une situation de transition vers celle-ci), où ceux d'en haut, forcés par l'ampleur de la crise, ne peuvent plus continuer à gouverner comme avant et ceux d'en bas, face à l'attaque sur toute la ligne contre leurs acquis, commencent à dire « assez ! », timidement, à tâtons, sans avoir conscience d'où aller, mais « assez ! » en définitive. Tirer les enseignements de ce qui s'est passé est la condition sine qua non pour faire les premiers pas pour construire ce parti.



Malheureusement les directions d'extrême gauche n'ont pas profité de l'école de guerre de la période antérieure pour la formation de cadres révolutionnaires. Durant le dernier cycle de luttes qui est allé de 1995 au début de la crise économique les directions d'extrême gauche n'ont non seulement pas été à la hauteur des luttes des travailleurs et des autres secteurs populaires mais n'ont pas non plus contribué à combler la brèche existante entre la combativité persistante des fractions les plus avancées de la classe ouvrière et le manque de confiance stratégique dans ses objectifs de lutte et plus encore ses objectifs historiques. Cette incapacité à faire murir

une couche d'ouvriers et étudiants révolutionnaires se préparant pour jouer un rôle central dans les combats à venir, loin de conduire les organisations d'extrême gauche à une critique révolutionnaire de leur attitude, les a poussés à une révision des objectifs ou des « hypothèses stratégiques » à la baisse. Cela a approfondi non seulement leur déclin théorique, politique et programmatique et la « misère stratégique » dont ils sont porteurs. Cela a également favorisé leur adaptation à une pratique d'occupation d'espaces syndicaux et électoraux au sein du régime démocratique bourgeois. Pire encore, dans certains cas, le travail au sein de la classe ouvrière a été abandonné car on le considère comme un des secteurs parmi tant d'autres capable de mener à « une transformation révolutionnaire de la société ». Voilà quelle a été l'involution du NPA et que « le retour de la classe ouvrière » n'a fait que mettre à la lumière du jour. C'est un fait qu'aujourd'hui toutes les plateformes doivent reconnaître⁵³. Il est fondamental de réviser le programme, la stratégie et le type de parti à construire. Les leçons que nous tirons dans ces pages montrent dans quel sens nous le faisons comme partie prenante de la Plateforme 4 pour le prochain congrès du NPA.

Certains courants du NPA, les plus droitiers, à l'image de la Plateforme 3, considèrent que c'est déjà trop tard, que face au développement des événements nous sommes trop petits et que par conséquent non seulement nous devons construire un parti anticapitaliste large mais faire un pas supplémentaire et nous fusionner avec les nouveaux réformistes du PG. Ce désespoir opportuniste est rarement de bon conseil. Voyons ce que Trotsky écrivait, dans une situation encore plus grave et dramatique, comme celle de France à la fin de 1935, après la défaite historique du prolétariat le plus puissant d'Europe avec la victoire d'Hitler en 1933 en Allemagne : « on répète qu'entre le fascisme et nous, c'est une course de vitesse. Mais il faut bien analyser le contenu de cette formule du point de vue du parti révolutionnaire. Saurions-nous donner aux masses une armature révolutionnaire avant que le fascisme ne les écrase ? Ce serait absurde de croire que nous aurons suffisamment de temps pour créer un parti omnipotent qui pourrait éliminer toutes les autres organisations avant les conflits décisifs avec le fascisme ou avant le déclenchement de la guerre ; mais il est tout à fait possible, dans un bref délai les événements aidant de gagner les larges masses non à notre programme, non à la IV^e Internationale, mais à ces comités d'action. Et, une fois créés, ces comités d'action deviendraient un tremplin magnifique pour un parti révolutionnaire. Dans un comité d'action, Pivert⁵⁴ par exemple, serait forcé à tenir un langage totalement différent aux balbutiements de la Gauche Révolutionnaire. L'autorité et l'influence d'éléments courageux, décidés et lucides seraient

[53] Comme l'affirme Samy Joshua lui-même : « ...en ce qui concerne le NPA, il faudrait déjà s'interroger sur les raisons qui ont conduit au départ du parti de militants d'entreprises industrielles ». « Que le débat commence ! », www.npa13.org, 05/11/2010.

[54] Le Mélenchon de l'époque ? Toutes les comparaisons sont mauvaises, certaines analogies peuvent offrir quelques pistes de réflexion.

décuplés tout de toute. Il ne s'agit pas ici d'une question banale. Il s'agit d'une question de vie ou de mort⁵⁵ ».

Nous répétons contre les Samy Joshua ou les opportunistes déclarés de la Plateforme 3 : c'est dans la construction de ces organismes représentatifs des masses que réside, pour Trotsky dans les années 1930 comme pour nous dans les luttes à venir, la clé de la situation et la possibilité de faire un pas décisif pour gagner les masses. Mais pour cela il faut suivre un chemin inverse à celui que propose la Plateforme 3, abandonner tout raccourci opportuniste et avancer réellement vers un parti prolétarien révolutionnaire qui ait pour objectif la prise du pouvoir à travers l'insurrection des masses auto-organisées dirigées par une « Etat-major » révolutionnaire.

Mais la construction de ce parti n'est pas seulement une tâche dévolue aux meilleurs éléments regroupés dans les organisations d'extrême gauche. C'est également une tâche qui incombe aux meilleurs activistes qui aujourd'hui militent dans les différentes variantes du syndicalisme combatif. Ceux-ci préfèrent généralement l'activité syndicale face aux traits opportunistes qu'ils voient dans les organisations d'extrême gauche. C'est ainsi que se répètent, mais comme dans une farce, les rapports entre les dirigeants opportunistes du PCF et les syndicalistes révolutionnaires en dehors du parti. Rappelons cette anecdote que racontait Trotsky sur les préjugés « antiparti » des syndicalistes révolutionnaires : « Quand le parti socialiste français devint le parti communiste, il m'arriva maintes fois de m'entretenir avec Lénine du lourd héritage que l'Internationale avait reçu en la personne de chefs du genre Cachin, Frossard et autres héros de la Ligue des droits de l'homme, de francs-maçons, de parlementaires, de carriéristes et de bavards. Voici une de ces conversations que j'ai déjà reproduite dans la presse, si je ne me trompe – 'Il serait bon, me disait Lénine, de chasser toutes ces girouettes et d'attirer dans le parti les syndicalistes révolutionnaires, les ouvriers combattifs, des gens qui soient vraiment dévoués à la cause de la classe ouvrière. Et Monatte ? - Monatte serait naturellement dix fois mieux que Cachin et ses semblables, lui ai je répondu. Seulement, Monatte non seulement continue de nier l'action parlementaire, mais encore n'a pas compris jusqu'à présent la signification du parti'. Lénine fut consterné : 'Pas possible ! Il n'a pas compris la signification du parti, après la révolution d'Octobre ? C'est un symptôme très inquiétant'⁵⁶ ».

Les syndicalistes combattifs d'aujourd'hui, adaptés à des années de démocratie bourgeoise, n'ont pas encore donné des dirigeants de la taille de Monatte ou Rosmer mais reproduisent beaucoup de leurs préjugés par rapport à la nécessité de construire un vrai parti révolutionnaire. Il est bon de se rappeler de ce point de vue de l'insuffisance

des moyens syndicaux pour vaincre la domination de la bourgeoisie. Comme disait Trotsky : « La bourgeoisie, représentée par son Etat, s'appuie sur l'Armée. Seule l'insurrection armée, mettant le prolétariat face à face avec l'Armée, donne aux éléments contre-révolutionnaires des coups mortels et permet de gagner la meilleure partie de l'Armée : seule l'insurrection armée du prolétariat est capable de le rendre maître de la situation du pays. Mais pour le succès de l'insurrection il faut une préparation énergique et acharnée : préparation dans l'organisation et préparation technique. Il faut dénoncer à tout moment les crimes de la bourgeoisie dans tous les domaines de la vie sociale : politique internationale, atrocités coloniales, despotisme interne de l'oligarchie capitaliste, bassesses de la presse bourgeoise, voilà les matériaux d'un réquisitoire réellement révolutionnaire duquel il faut tirer toutes les conséquences révolutionnaires. Ceci étant dit ces thèmes dépassent le cadre des organisations syndicales et leur rôle. Parallèlement à cette préparation, il faudra procéder à la création de points d'appui organisationnels pour l'insurrection du prolétariat. Dans chaque syndicat local, dans chaque usine, dans chaque atelier il doit y avoir un groupe d'ouvriers liés par une idée commune et capables dans les moments décisifs, par leur décision unanime, d'entraîner les masses avec eux, de leur montrer le chemin correct, de les préserver des erreurs et les assurer de la victoire »⁵⁷.

Le mouvement de l'automne en France est un signal d'alarme face au conservatisme de l'extrême gauche et à l'activisme sans stratégie du syndicalisme combatif, des caractéristiques largement partagés par les militants et militantes en France. Nombreux sont ceux et celles qui agissent sur ces deux terrains mais dissocient leur pratique militante, comme s'il s'agissait de deux secteurs parfaitement distincts. C'est en ce sens que nous nous devons de défendre la perspective d'un programme, d'une stratégie et d'un parti qui soit à la hauteur de la guerre que nous a déclaré le capital.

[55] Lettre de Trotsky à Jean Rous, novembre 1935, citée par N. Braun (E. Wolf) dans la brochure de 1936 *L'organe de masse*, p.44.

[56] TROTSKY Léon, « Les fautes fondamentales du syndicalisme », 21 octobre 1929 (<http://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1929/10/lt19291021.htm>).

[57] L. Trotsky, « Pour un parti communiste. Lettre de Léon Trotsky à un syndicaliste français » [lettre dirigée à Pierre Monatte, emprisonné à l'époque à La Santé], publié dans *Bulletin Communiste* n°46, 02/12/1920, www.bibnumcermtri.fr/IMG/pdf/1er_annee_no46_2_decembre_1920.pdf.